Tizi Ouzou 5 policiers suspendus

Pages 7



La tentation autoritaire

Pages 4 À 7

PHOTO : DR

Prix : 15 DA - France : 1 euro - weekend@elwatan.com - www.elwatan.com - www.elwatanproject.com - @elwatan_weekend

Cet été, plus de ferries vers la France, l'Espagne et l'Italie

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs a programmé 276 dessertes pour la période allant du 26 juin au 15 septembre à travers tous les ports nationaux, a indiqué son directeur général Hacène Ghraïria, hier à l'APS. Objectif : assurer pendant l'été le transport de 371 000 voyageurs et 110 000 véhicules. 150 dessertes sont prévues à partir des ports d'Alger, Oran, Béjaïa, Skikda, Annaba vers le port de Marseille (France), 118 vers celui d'Alicante (Espagne) et 8 autres vers le port de Gênes (Italie). Pour renforcer sa flotte commerciale l'ENTMV a affrété, selon son directeur général, pour la période allant du 17 juillet au 10 septembre, un ferry auprès d'un armateur grec, d'une capacité d'accueil de 1500 voyageurs et 700 véhicules. Ce ferry vient renforcer l'ensemble des navires de l'entreprise *Tariq Ibn Ziad, Tassili II et Djazaïr II* dont la capacité d'accueil dépasse 3900 voyageurs et 1046 véhicules (une moyenne de 1300 voyageurs et 340 véhicules pour chacun). Ces dessertes couvriront la deuxième moitié du Ramadan. L'ENTMV a prévu des réductions sur les prix des billets pour ce mois sacré. La durée de cette promotion s'étalera du 1er juillet au 3 août. Les prix des billets oscilleront entre 236 et 306 euros (toutes taxes et pensions comprises). Les voyageurs en classe affaires devront s'acquitter d'un supplément de 150 euros par véhicule et 50 euros par individu. Par ailleurs, la restauration a été incluse dans le prix du billet pour la classe économique. L'ENTMV, qui compte 1295 employés, assurera le transport de plus de 400 000 voyageurs/an et 130 000 véhicules. L'entreprise veut faire passer sa part de marché de 72% à plus de 78% en 2016, a soutenu son responsable. ***APS***

Réactivation des inscriptions pour le programme AADL3

Les inscriptions pour le programme AADL 3, relevant de l'AADL seront réactivées directement après le parachèvement de la convocation des souscripteurs au programme AADL2, entamée en septembre 2013, a annoncé hier à Tipasa, le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune. M. Tebboune a réaffirmé que la convocation des souscripteurs ADDL 2 se fera de *«façon progressive»*, à partir de mai prochain, en vue du versement de la première tranche du coût de leurs logements, tout en exprimant sa satisfaction quant au *«lancement de ce nouveau programme ambitieux»*. La première tranche est évaluée à 10% du coût du logement, fixé à 2,1 millions de dinars pour les F3 et 2,7 millions de dinars pour les F4. Le nombre des nouveaux souscripteurs AADL inscrits via Internet et dont le dossier a bénéficié d'un accord de principe est évalué à 700 000. Jusqu'à fin mars dernier, l'AADL a réceptionné 455 350 demandes par voie postale, dont 173 150 émanant de demandeurs de la capitale. *«L'Algérie est déterminée à mettre un terme définitif à la crise du logement durant le prochain quinquennat»*, a, assuré M. Tebboune, estimant que la relance du programme AADL, au profit de 250 000 familles, après l'arrêt de 2003, est un *«véritable acquis social»*. Le ministre a révélé que les anciens bénéficiaires des logements F1 *«ont la possibilité de bénéficier d'autres programmes de logements, à condition de céder leur logement à l'Office de promotion et gestion immobilière»*. ***APS***

Jijel : une visite du wali sous haute protection militaire

Pour une sortie de travail et de contact avec la société civile, effectuée ce mercredi, dans la commune montagneuse de Erraguène, au sud-ouest de Jijel, le déplacement du wali, Ali Bedrici, a nécessité un important dispositif de protection militaire. Tout au long du parcours, allant de Ziama Mansouriah à Erraguène, sur 30 km, des soldats de l'ANP se sont déployés pour sécuriser la route. Visiblement en état de vigilance élevé, les militaires mobilisés pour cette visite n'ont pas quitté les lieux jusqu'au retour de la délégation. Ce dispositif n'a pas été sans rappeler les mesures de protection rigoureuses des officiels lors de leurs déplacements dans les localités à haut risque de la wilaya durant les années 1990. Il faut dire que ce déploiement militaire dans une région connue pour avoir été un fief des groupes terroristes survient après l'attentat de Tizi Ouzou, qui a coûté la vie à 11 soldats. Cette présence des militaires, en dépit d'un retour au calme depuis quelques années, est un signe que les autorités ne veulent pas baisser de vigilance après l'attentat d'Iboudrarène. Le but évident de cette mobilisation est de faire face à tout risque d'un éventuel attentat terroriste, comme celui qui avait coûté, en 1994, la vie au wali de Tissemsilt et à de nombreux autres personnes parmi ses accompagnateurs. ***Amor Z.***

Annaba : le garde d'une députée sous mandat de dépôt

Le garde du corps de la députée MPA de Annaba, Nabila Bayaza, arrêté mardi dernier – pour agression à l'arme blanche d'un jeune ayant activé durant la période électorale présidentielle au profit du candidat Bouteflika – et présenté l'après-midi à la justice, a été placé sous mandat de dépôt par le procureur du tribunal correctionnel de Annaba. L'affaire est en instruction auprès du magistrat instructeur de la première chambre. Confirmée par un magistrat près la même instance judiciaire, cette information a secoué la scène locale, d'autant plus qu'il s'agit d'une violente agression à l'arme blanche, perpétrée par l'homme de main de la maîtresse des lieux, la députée MPA. Cet incident s'est produit mardi dernier sur le perron de la permanence en question avant que les éléments de la 7e sûreté de wilaya de Annaba ne l'arrêtent. Les mêmes sources affirment que la victime était venue réclamer son dû, l'équivalent de plusieurs jours de dur labeur, auprès de la députée MPA. N'étant pas satisfait, le jeune agent s'est mis à scander à qui veut l'entendre : *«Bouteflika est réélu, je veux maintenant mon argent que la députée m'a promis à la veille de mon recrutement.»* Dérangée par ce qui semble être *«une atteinte publique à son image politique»*, elle a lâché son agent sur la victime qui n'a pas hésité à faire usage d'un ciseau et blessé «l'agitateur», lui occasionnant une grave hémorragie. Cette affaire d'agression est la deuxième du genre à mettre à l'actif de cette députée MPA de Annaba. En effet, avocate de son état avant qu'elle n'accède au parti de Amara Benyounès, cette dernière avait été mise en cause le 5 février 2013 dans une agression physique contre Me Wafa Zenadi, une jeune avocate dans l'enceinte même du tribunal de Annaba. *«J'ai déposé une plainte, auprès du procureur de la République du tribunal de Annaba qui m'a entendue en présence de maître Bouaricha, le doyen du bâtonnat régional de Annaba, à l'encontre de la députée MPA, Nabila Bayaza et sa fille. Je les accuse de violence contre ma personne»*, avait expliqué la jeune avocate du barreau de Annaba, lors d'une conférence de presse tenue le 21 février 2013 au siège de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH). Devenue mandante malgré elle, la jeune robe noire accuse la députée et sa fille d'avoir fait usage de violence à son encontre dans le hall du tribunal en présence de cinq témoins, à savoir quatre avocats et un citoyen. ***M.-F. G.***

Mascara : scandale à la direction de la jeunesse

La direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mascara a été secouée, mercredi 23 avril 2014, par une affaire de corruption. Selon nos informations, un cadre chargé des marchés et autres projets d'investissement a été pris en flagrant délit par les gendarmes de la brigade de recherche de Mascara, à quelque mètres seulement du siège de la DJS, précisément au lieu-dit rond-point des Lions. L'enquête a été diligentée sur instruction du procureur de la République près le tribunal de Mascara qui aurait enregistré une plainte émanant d'un entrepreneur selon lequel ce cadre lui a exigé le versement d'une somme d'argent en contrepartie de facilités pour l'obtention de marchés. Contacté, le DJS nous a déclaré qu'il ne dispose d'aucune information de ce scandale qui a éclaboussé son département. ***Abdelouahab Souag***

Bouira : détournement de 5 millions de dinars à Aïn Bessem

Selon nos informations, la police judiciaire de la sûreté de daïra de Aïn Bessem, à l'ouest de Bouira, a ouvert mardi dernier une enquête sur une affaire de détournement d'une somme estimée à 5 millions de dinars au siège de la daïra de Aïn Bessem. Cette somme était destinée au payement des indemnités des agents employés dans l'encadrement de l'élection présidentielle du 17 avril dans les trois communes de la daïra. La somme détournée se trouvait dans un coffre fermé, ajoutent les mêmes sources qui affirment que l'enquête préliminaire a constaté que le voleur n'a laissé aucune trace sur les lieux pouvant le compromettre. Par ailleurs, plusieurs fonctionnaires de la daïra ont été auditionnés par la police. ***Mohamed Guergaoui***

Bac : les rapports des commissions chez le ministre pour définir le seuil des cours

Les rapports des différentes wilayas sur l'avancement des programmes établis dans le cadre du travail de la commission nationale de suivi des programmes pour les classes de terminale viennent d'être remis au ministère de l'Education nationale. C'est sur la base de ces rapports que la décision de seuil sera prise par le ministère. Ce dernier avait annoncé qu'il rendra public à la fin de ce mois le seuil des cours pour les candidats au bac qui commencent déjà à s'impatienter. Si les syndicats et les parents évoquent un retard de 45 jours, certaines sources proches du ministère affirment qu'il est au moins d'un mois. Selon Bachi Hakem du CLA, *«près de 30% des programmes ne sont pas terminés dans certains lycées»*. Le syndicaliste affirme qu'en cette période, *«il y a une panique chez certains inspecteurs qui ont constaté que moins de 70% des programmes ont été exécutés de manière anarchique sans grande application des enseignants. C'est surtout pendant les cours particuliers que les leçons sont dispensées suite à l'absentéisme des élèves.»* ***N. O.***

Le ministre d'Etat aux Affaires étrangères britannique en soutien dans la lutte antiterroriste

Le ministre d'Etat britannique aux Affaires étrangères, chargé de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, Hugh Robertson, a affirmé, hier à Alger, qu'aucune société britannique ne s'était retirée de l'Algérie après l'attaque terroriste contre le site gazier de Tiguentourine, à In Amenas (Sud). *«Le Royaume-Uni n'a jamais pris la décision de retirer ses entreprises de l'Algérie, bien au contraire, les entreprises britanniques sont de plus en plus intéressées par l'investissement»* dans ce pays, a souligné le ministre dans une déclaration à la presse. Pour preuve, une conférence *«exclusivement consacrée à l'investissement en Algérie»* aura lieu à Londres, en automne prochain, a souligné M. Robertson. Elle sera une opportunité pour les entreprises britanniques de mieux cerner le marché algérien et les possibilités d'investissement en Algérie, a dit le ministre qui s'exprimait en marge d'une rencontre avec les professeurs d'anglais formés récemment pour le nouveau centre de l'enseignement de l'anglais British Council. Il a également noté que son pays faisait *«entièrement confiance»* au gouvernement et aux institutions algériens quant à la sécurisation des entreprises britanniques, rappelant que les deux parties travaillent *«en étroite collaboration»* sur cette question. Le britannique British Petroleum (BP) avait rapatrié, mi-janvier 2013, ses employés du complexe gazier de Tiguentourine qu'il développe en partenariat avec Sonatrach et le norvégien Statoil après l'attaque terroriste. Mais le groupe britannique qui conditionnait le retour de ses employés en Algérie par l'amélioration des conditions de sécurité n'a jamais quitté l'Algérie en dépit des annonces faites par son PDG, Robert Dudly, de retarder certains de ses investissements à In Salah et In Amenas, prévus en 2014. Suite à cette attaque, l'Algérie a procédé au renforcement de la sécurisation de tous ses sites gaziers et pétroliers qui a entraîné un retour progressif du personnel expatrié de ces compagnies étrangères. *«Le Royaume-Uni, qui a déjà vécu une période de lutte antiterroriste, soutient et soutiendra toujours l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme»*, a affirmé le ministre britannique. ***APS***

l'essentiel de la semaine

Par Amrane Mahfoud Medjani

SAMEDI La victoire de Bouteflika à l'élection présidentielle est désormais officielle. Un mandat de plus pour celui qui continue à battre des records de longévité malgré trois premiers mandats en demi-teinte et d'un AVC l'été dernier. Le Président que l'on présente comme garant de la stabilité devra vite s'atteler à sa tâche. Onze militaires trouvent la mort dans une embuscade à Iboudrarène, en Kabylie.

DIMANCHE Kabylie encore. Malgré l'interdiction par le régime de la traditionnelle marche commémorative du «Printemps berbère», pour cause de paranoïa sécuritaire, la population kabyle y tient. Celle-ci tourne à l'émeute après l'intervention de la police. Entre-temps, à Ouargla, les chômeurs s'attaquent à la mairie à coups de cocktails Molotov. Le quatrième mandat n'aurait pas pu commencer sous de meilleurs hospices.

LUNDI La situation se calme difficilement en Kabylie où quatorze manifestants sont placés sous surveillance judiciaire. On ne change pas les bonnes habitudes des trois premiers mandats. Sinon, Ali Benflis, nouvelle figure de proue de l'«opposant politique» *mahgour*, fonde le «Front du changement» avec le soutien de douze partis politiques pour continuer à lutter contre Bouteflika et le système. Sa participation au-dit système ? Un détail que Benflis élude.

Les syndicats s'organisent pour le changement

Le Snapap, le RAJ, la CNDDC des chômeurs, le CLA, parmi d'autres, se réuniront demain, à la Maison des syndicats à Alger pour *«fédérer avec tous les mouvements qui ont fait des actions pour le mouvement associatif»*. Les syndicats disent vouloir créer un espace démocratique. *« Y'en a marre de cette situation, il faut qu'il ai un changement démocratique»*, a expliqué Rachid Malaoui, président du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (Snapap). Les organisations, collectifs et acteurs de la société civile exhortent les partis politiques *«à prendre collectivement leurs responsabilités historiques pour rendre possible l'aspiration au changement»*. *«C'est une rencontre-débat via laquelle on essayera de voir quel changement faut-il maintenant apporter après l'élection présidentielle du 17 avril, mais aussi voir avec quoi la société civile peut contribuer pour apporter ce changement»*, affirme Idir Achour, secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA). Pour ces syndicats, *«les pseudo-dialogues»*, *«les fausses réformes»* ainsi que les *«simulacres d'élections»* ne peuvent produire le changement espéré par les Algériens et *«basculer vers une société où seront consacrés toutes les libertés et les droits humains, un Etat de droit consacrant la séparation effective des pouvoirs et le rétablissement de la souveraineté populaire à travers des élections libres et transparentes organisées par une instance indépendante de toute tutelle administrative ou autre»*, affirment les signataires du communiqué rendu public lors de leur première réunion au lendemain des résultats de l'élection. Les organisations, collectifs et acteurs de la société civile condamnent aussi *«le lynchage médiatique à l'encontre des militants, au milieu du silence complice de la justice»*. Par ailleurs, le Comité national des femmes travailleuses affilié au Snapap animera une conférence de presse demain au siège du Snapap dans le cadre d'une campagne nationale et internationale de sensibilisation et de solidarité pour la réintégration des syndicalistes suspendus, notamment les femmes. *«Nous cherchons à sensibiliser la société civile par rapport à la suspension de ces syndicalistes. Demain, des documents seront présentés à la presse»*, a confié Yamina Maghraoui, la présidente du Comité national des femmes travailleuses.

Sofia Ouahib

Déluge de félicitations adressées à Abdelaziz Bouteflika

Les pays étrangers félicitent le président Abdelaziz Bouteflika pour son 4e mandat. Hier, Vladimir Poutine, Mahmoud Abbas, Bachar Al Assad et Ban Ki-moon l'ont félicité à leur tour. *«Veuillez bien accepter mes sincères félicitations à l'occasion de votre réélection en tant que président de la République algérienne démocratique et populaire»*, a écrit le président russe, Vladimir Poutine dans son message à Abdelaziz Bouteflika. *«Les relations russo-algériennes se développent dans l'esprit de la Déclaration de partenariat stratégique de 2001. Je compte sur la continuation de l'intense travail commun pour la consolidation ultérieure des liens bilatéraux constructifs et l'interaction dans les affaires internationales entre nos pays. Je suis persuadé que cela répond aux intérêts fondamentaux de nos peuples amis»*, a-t-il ajouté en s'adressant à son homologue. *«Je vous souhaite une bonne santé et de nouveaux succès dans vos hautes responsabilités à la tête de l'Etat»*, a-t-il conclu. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est également exprimé par communiqué dans le même sens. Il a adressé des félicitations au peuple et au gouvernement algériens pour la tenue pacifique de l'élection présidentielle le 17 avril. Selon le porte-parole, *«le secrétaire général de l'ONU encourage le gouvernement algérien et tous les partis politiques du pays à travailler ensemble d'une manière inclusive et pacifique pour maintenir la stabilité et renforcer le processus démocratique en Algérie»*. Ban Ki-moon a également réitéré *«l'engagement continu des Nations unies à soutenir les efforts de l'Algérie vers des réformes démocratiques ainsi que le développement socioéconomique durable»*. *«Il me plait de vous présenter, au nom du peuple palestinien et en mon nom personnel, mes salutations les plus chaleureuses à l'occasion de votre réélection»*, a écrit le président Mahmoud Abbas. Le président palestinien a tenu à saluer *«les positions fraternelles du président Abdelaziz Bouteflika et son soutien indéfectible à la lutte du peuple palestinien»*. *«Vous, ainsi que le peuple algérien frère, avez toujours été aux côtés de notre peuple et lui avez apporté soutien et assistance dans sa lutte visant à arracher ses droits et à édifier son Etat indépendant avec Al Qods pour capitale»*, a conclu le président palestinien. Bachar Al Assad, le président syrien, a adressé un message de félicitations au président Abdelaziz Bouteflika pour sa réélection. *«La large participation qui vous a porté à la magistrature suprême du pays pour un nouveau mandat témoigne de la confiance dont vous a investi le peuple algérien»*, a-t-il ajouté. Il rappelle sa volonté *«d'œuvrer de concert avec vous au renforcement des liens de fraternité et de coopération bilatérale au mieux des intérêts communs de nos deux pays»*.

Hassiba Hadjoudja avec APS

La Commission de surveillance toujours en attente des rapports de wilaya

La Commission nationale indépendante de surveillance de l'élection présidentielle (Cnisep) a indiqué, hier, qu'elle était toujours dans l'attente des rapports finaux des commissions communales et de wilaya pour rédiger son rapport final sur l'élection présidentielle du 17 avril 2014. La Cnisep a précisé, dans un communiqué, que *«les commissions communales et de wilaya soumettront leurs rapports finaux dans un délai n'allant pas respectivement au-delà de dimanche 27 avril et dimanche 4 mai pour qu'elle puisse s'atteler à l'élaboration de son rapport final sur l'élection présidentielle»*. La Cnisep a réaffirmé que son président était *«la seule partie habilitée à faire des déclarations et à publier des communiqués en son nom, et ces en sa qualité de porte-parole officiel»*. La commission a affirmé, en outre, qu'en cas de *«dépassements ou de déclarations irresponsables»* par certaines parties, elle recourrait à l'application des mesures disciplinaires prévues par l'article 57 de son règlement intérieur, lesquelles pourraient aller jusqu'à la radiation des auteurs de ces déclarations, qui risquent la perte de la qualité de membre, a-t-elle mis en garde.

APS

L'élection de Abdelaziz Bouteflika pose la question de la représentativité

8 531 311. C'est officiellement le nombre de voix recueillies par Abdelaziz Bouteflika. Le chiffre illustre plus que jamais la difficulté du système à se régénérer et à recréer un lien de confiance entre gouvernants et gouvernés. Car pour la première fois de l'histoire, l'abstention rassemble davantage que la figure du Président.

En 1999, en 2004 et en 2009, le nombre de voix pour Abdelaziz Bouteflika était supérieur au nombre d'abstentionnistes. Cette fois, 11 279 694 de personnes ont boudé les urnes. Plus inquiétant : l'abstention croît près de deux fois plus vite que le corps électoral. Quand le nombre de votants augmente de 2,2 millions entre 2009 et aujourd'hui, celui des déserteurs gonfle de 5 millions. Le signe d'un désenchantement. D'une défiance. Est-ce le système politique qui est à bout de souffle ou la gouvernance actuelle qui ne soulève guère plus d'enthousiasme ? La comparaison des chiffres obtenus par Abdelaziz Bouteflika entre 2009 et 2014 apporte un élément de réponse. Le troisième mandat est appuyé par 12 911 705 d'Algériens (90,24%). Cinq ans plus tard, le président perd 34% de son électorat.

«C'est la logique de la démocratie, on peut perdre des voix aujourd'hui, en gagner demain, défend Amar Saadani, secrétaire général du FLN. *Certains ont pu voter pour un autre candidat, d'autres se sont peut-être abstenus. Le plus important, c'est que le scrutin a été démocratique, et que le pourcentage obtenu par le Président est solide.»*

CONSTITUTION

Le même Saadani assure que la révision de la Constitution revalorisera le rôle du Parlement et consacrera le rôle et les droits de l'opposition. Une réforme nécessaire pour réhabiliter le politique. Là encore, les chiffres sont têtus. En 2012, le FLN raflait 220 sièges lors des législatives avec un taux de participation légèrement inférieur à 43%. Le premier parti d'Algérie remportait la majorité absolue grâce aux 1 324 363 bulletins exprimés en sa faveur. C'est à peine plus que les 1 288 338 de voix obtenues par Ali Benflis à la présidentielle. En l'espèce, comparaison n'est pas raison. Mais le parallèle permet de relativiser l'assise du FLN auprès des électeurs. *« Les partis doivent être représentatifs. Certains ne sont que des appareils vides »*, a expliqué Amar Saadani. Le Parlement doit l'être aussi, surtout si les futurs gouvernements sont amenés à en être l'émanation. Avec, qui sait, une réforme des modes de scrutin. Aujourd'hui, les députés sont élus à la proportionnelle sur des listes. Celles qui obtiennent moins de 5% de facto sont exclues de la répartition des sièges. Le système favorise ainsi les grandes formations politiques au détriment de la représentativité. Peut-être une question à soulever lors de la réforme à venir.

Neila Latrous

6 Une progression trop mathématique ?

C'est un lecteur féru de chiffres qui a attiré notre attention sur la progression un peu trop linéaire du taux de participation au cours de la journée du 17 avril. Il y eut quatre communications du ministère de l'Intérieur : à 10h, à 14h, à 17h et à 20h. A 10h, le taux de participation était de 9,15%. A 14h, il grimpe à 23,25%. A 17h, il atteint 37,04%. Et il se fixe à 51,7% en fin de journée. ; Les plus matheux d'entre vous auront remarqué la progression quasi arithmétique. Autour de 14 points à chaque fois (de 13,79 à 14,66 points dans le détail). Ce qui voudrait dire que les votants ont afflué dans les bureaux au même rythme entre 10h et 14h, entre 14h et 17h, et entre 17h et 20h. En nombre de personnes, cela donne : 2 001 232 votants à 10h ; 5 085 098 votants à 14h ; 8 101 161 votants à 17h et 11 307 478 votants à la clôture. Entre chaque annonce : trois millions de bulletins supplémentaires dans les urnes. Un peu comme si les électeurs s'étaient déplacés par paquets uniformes.

Mustapha Hamouche

Ban Ki-moon appelle à renforcer la démocratie en Algérie

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité, hier, le gouvernement et les partis politiques algériens à coopérer pour *«renforcer le processus démocratique en Algérie»*, à la suite de la réélection du président Abdelaziz Bouteflika. M. Bouteflika a été réélu officiellement pour un quatrième mandat avec 81,49% des voix, selon le résultat définitif annoncé mardi. Selon un communiqué de l'ONU, M. Ban *«tient à féliciter le gouvernement et le peuple algériens pour la manière globalement pacifique dont s'est déroulée»* cette élection. *«Il encourage le gouvernement algérien et tous les partis politiques dans le pays à travailler ensemble pacifiquement et sans exclusive pour maintenir la stabilité et renforcer le processus démocratique en Algérie.»* Ban Ki-moon *«réitère l'engagement constant des Nations unies à soutenir les efforts de l'Algérie pour réaliser des réformes démocratiques et un développement socioéconomique durable»*, conclut le communiqué.

AFP

Tony Blair : «L'Algérie devrait être épargnée du Printemps arabe»

«L'Algérie devrait être épargnée des soubresauts des événements du Printemps arabe, en partie parce qu'elle a connu un conflit en raison de l'islamisme, qui a causé plusieurs milliers de morts.» C'est ce qu'a affirmé hier à Londres, l'ancien Premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, lors d'une conférence centrée essentiellement sur les dangers de l'islamisme radical, intitulée «Why Middle East matters» (Pourquoi le Moyen-Orient compte). Il a déploré la situation prévalant en Libye, la qualifiant de *«désordre qui déstabilise tout ce qui l'entoure, à l'exception de l'Algérie»*. Blair a considéré *«l'islamisme radical»* comme la plus *«grande menace de ce début du XXIe siècle»*, estimant que *«l'interprétation radicale et politique de l'islam, déformant le vrai visage de cette religion, est à l'origine de la violence islamiste»*. Pour l'ancien Premier ministre britannique, *«les mouvements prônant l'islamisme radical sont incompatibles avec la démocratie dont l'essence est le débat, le respect de l'opinion de l'autre et l'alternance au pouvoir»* et l'islamisme radical *«est en porte-à-faux avec le monde moderne fondé sur l'échange, le pluralisme et la connectivité»*. Il a estimé qu'il était possible d'esquisser une réponse internationale à l'islamisme radical, parce que les trois pôles essentiels du système international, à savoir l'Occident, la Russie et la Chine, sont, selon lui, menacés par ce phénomène. Il prône en matière d'action à long terme et en collaboration avec les pays musulmans, *«une réforme en profondeur des programmes d'enseignement dans ces pays, donnant plus de place aux droits de l'homme et à l'ouverture sur les autres»*.

N. O./APS

7,50

DA, le nouveau prix de la baguette de pain lorsqu'une nouvelle farine sera mise en circulation dans le pays.

MARDI Les boycotteurs décident de rencontrer Mouloud Hamrouche et Sid Ahmed Ghozali, deux anciens Premiers ministres reconvertis en «opposants» pour s'entretenir sur la marche à suivre pour enrayer le système Bouteflika. Entre-temps, des images de policiers passant à tabac des manifestants à Tizi Ouzou font le tour de la Toile. La DGSN n'a d'autre choix que de suspendre cinq policiers pour *«graves dépassements»* lors de la gestion de ses émeutes.

MERCREDI Coup de tonnerre en provenance d'El Mouradia. Après plus de deux ans de mutisme, un communiqué de la Présidence nous apprend que Bouteflika s'adressera à nous. En attendant, l'Union européenne a décidé de lorgner l'Algérie pour compenser le gaz qu'elle reçoit de la Russie. Une nouvelle qui explique sûrement pourquoi les puissances occidentales se sont faites discrètes sur l'élection de Bouteflika.



JEUDI L'ONU salue un scrutin présidentiel *«globalement pacifique»* dans le pays et invite les acteurs politiques algériens à maintenir la *«stabilité»* érigée en véritable religion d'Etat. Entre-temps, à l'issue de la réunion sur le Sahel, l'Algérie a été choisie pour conduire les discussions intermaliennes. Le régime continue de renforcer sa légitimité internationale. Benflis, lui, affirme que seulement *«6 millions»* d'Algériens ont voté. L'abstention est toujours vainqueur.

Manifestants poussés dans les escaliers, militants incarcérés pendant plusieurs jours, étudiants traînés sur le sol et frappés à coup de bottes. Depuis une semaine, les forces de l'ordre ne prennent plus de gants. Leur cible : les contestataires.

OPPOSITION
Le retour de bâton

Hassiba Hadjoudja
@hadjhassiba

La manifestation de Barakat mercredi dernier, la marche pour le 34e anniversaire du Printemps berbère, l'arrestation de deux militants… Depuis une semaine, le pouvoir a durci ses réponses à la contestation. Le politologue Rachid Tlemçani estime : *«La gestion violente des événements de Tizi Ouzou, Ghardaïa ainsi que l'arrestation des membres du mouvement Barakat et des autres ONG ont révélé l'étendue de la crise au sein de la classe des oligarques et des intouchables.»* Pour Halim Feddal secrétaire général adjoint de l'Association nationale de lutte contre la corruption, *«le clan Bouteflika est très fragile et familial, il s'est octroyé tous les pouvoirs. Ce clan hermétique et restreint a réussi à rassembler tout le monde contre lui. Il s'est fait beaucoup d'ennemis à cause de la gestion catastrophique du pays : la mauvaise gouvernance, la corruption généralisée et le climat d'impunité.»* Et d'ajouter : *«L'élection présidentielle est cruciale : c'est un moyen de confirmer sa pseudo-légitimité vis-à-vis de l'étranger. Il s'est finalement attribué une légitimité par la fraude.»* Rachid Tlemçani poursuit : *«C'est la première fois qu'une opposition ferme, ouverte et publique s'est constituée contre le clan présidentiel. Le pouvoir se recroqueville sur lui-même et actionne les vieux réflexes du système autoritaire.»* Soufiane Djilali, président du parti Jil Jadid, fait le même constat : *«Le pouvoir a été remis en cause. Il perd pied, la fraude a eu raison du soutien populaire.»* Kamel Benkoussa, ex-candidat à l'élection présidentielle, estime, quant à lui, que *«le régime a peur de se faire dépasser par la propagation des revendications citoyennes sur le territoire national. Nous assistons à la naissance d'un réel éveil citoyen en Algérie. Le régime qui ne comprend pas le peuple algérien, retombe donc facilement dans ses vieux travers en faisant usage de la force»*.

RÉPONSE POLITIQUE

C'est aussi l'avis de Moussa Touati, arrivé dernier du scrutin. *«Le pouvoir a quelque chose à se reprocher. La fraude est la raison pour laquelle l'Etat veut empêcher toute manifestation avec une telle violence»*, développe-t-il. Selon Soufiane Djillali, la répression était prévisible : *«Face à une opinion publique qui s'éloigne et à une opposition de plus en plus forte, le pouvoir panique. Après une utilisation abusive des moyens de l'Etat durant la campagne, le peuple n'a plus confiance. On assiste à la mise en place de la phase finale impliquant la force brutale. Quand on a moins de carottes dans le panier, on multiplie les coups de bâton»*. Halim Feddal rejoint cette analyse : *«Un régime sans légitimité populaire n'a que la répression comme moyen de dialogue avec le peuple.»* La jeunesse et internet sont perçus comme une menace pour le pouvoir, selon Kamel Benkoussa : *«Le régime a peur de cette société civile "virtuelle", qui est aussi capable de se mobiliser dans la rue. D'ailleurs la vitesse de propagation de la vidéo de Tizi Ouzou sur les réseaux sociaux a provoqué une telle indignation et les autorités ont dû réagir.»* La violence à Tizi Ouzou était pour lui un choix calculé du régime. *«Le pouvoir a fait le choix, sciemment, de réprimer la manifestation pacifique à Tizi Ouzou. Il ne pouvait pas empêcher avec force les manifestations dans tout le pays vis-à-vis de l'opinion internationale. Il se serait mis à mal avec ces puissances qui ont soutenu cette élection. Ainsi, les événements de Tizi Ouzou apparaissent simplement comme des dépassements locaux»*, soutient Soufiane Djilali. Pourtant, *«le message est destiné à tous les Algériens»*, dit-il. Même si l'appareil sécuritaire a atteint ses limites depuis bien longtemps, la répression a été terrible à l'égard de jeunes manifestants pacifiques, regrette Rachid Tlemçani, qui insiste : *«La violence n'est pas la solution.»* Kamel Benkoussa se montre pessimiste : *«Les répressions à venir seront très certainement l'élément déclencheur qui incitera les différentes formations politiques démocratiques à dépasser leur ego et à se fédérer derrière la société civile et devenir, enfin, une réelle force d'opposition.» «La jonction entre le mouvement social d'une part et la récente contestation électorale politicienne d'autre part est en train de façonner une nouvelle dynamique conflictuelle. Il est de l'intérêt du clan dominant de prendre en considération cette nouvelle réalité»*, prévient aussi Rachid Tlemçani. *L'Algérie de Bouteflika 4 est différente des précédentes. Elle est bien décidée à crever l'abcès. Le grand dérapage qui guette le pays deviendrait plus problématique que la crise sécuritaire des années 1990. La nouvelle conflictualité en perspective serait préjudiciable pour tous les Algériens, y compris ceux qui ont expatrié des capitaux à l'étranger au détriment de l'investissement national productif. Veut-on mettre le feu aux poudres ?»* ■

> « La jeunesse et internet sont perçus comme une menace pour le pouvoir

Tayeb Belaïz : «Des actes isolés»

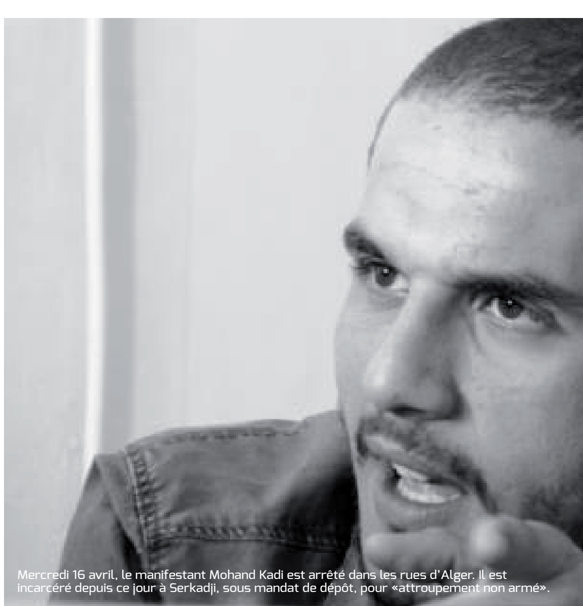
Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, a affirmé hier que les «dépassements» émanant d'agents de police le 20 avril dernier à Tizi Ouzou relevaient de comportements *«exceptionnels»* et d'*«actes isolés»*. *«Les corps de sécurité sont tenus par le respect rigoureux des lois de la République dans toutes leurs interventions»*, a précisé le ministre lors d'une conférence de presse qu'il a animée à l'issue d'une visite de travail et d'inspection à la direction des unités républicaines d'El Hamiz. Pour le ministre de l'Intérieur, *«les corps de sécurité ont fait montre d'un haut degré de professionnalisme dans le traitement des émeutes, manifestations et marches dans certaines wilayas»*. *«Le directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, a ordonné qu'une enquête soit ouverte à ce sujet et je pense que les personnes impliquées dans les dépassements ont été suspendues de leurs fonctions par mesure préventive»*, a indiqué Tayeb Belaïz. Selon lui *«l'enquête suit son cours»* et si des *«preuves corroborent les faits signalés, ces personnes seront déférées devant la justice comme tous les citoyens»*. *«L'Etat a accompli son devoir et les services de sécurité sont tenus par le respect de la loi. L'agent de police est le premier à qui incombe le respect de la loi et la préservation de la dignité des citoyens»*, a-t-il martelé. *«A défaut de plainte, des sanctions administratives seront imposées aux personnes impliquées»*, a ajouté le ministre. Le DGSN a instruit, lundi, les autorités compétentes d'ouvrir une enquête urgente sur le contenu d'une vidéo montrant des agissements de policiers contraires à l'éthique professionnelle dans la wilaya de Tizi Ouzou.

APS



PHOTO : EL WATAN WEEK-END

Le jour de l'élection, des bureaux de vote ont été saccagés à Raffour. D'après les habitants, les forces de sécurité ont provoqué la population.



Mercredi 16 avril, le manifestant Mohand Kadi est arrêté dans les rues d'Alger. Il est incarcéré depuis ce jour à Serkadji, sous mandat de dépôt, pour «attroupement non armé».

A Ghardaïa, un responsable mozabite sous contrôle judiciaire

Il fait pourtant partie des «modérés», selon des observateurs des violences à Ghardaïa. Khodir Babbaz est membre du FFS et de la cellule de coordination et de suivi, qui observe les poussées de violence dans la ville. Cet habitant mozabite a également des responsabilités au sein de l'association locale des commerçants. Mardi, alors qu'il se rend au commissariat pour aider un habitant du quartier de Melika, il est arrêté par la police et incarcéré. *«Je suis allé au commissariat n°1 pour demander les raisons de l'agression sur cet homme de Melika. Les policiers m'ont insulté et frappé et j'ai été arrêté»*, raconte-t-il. Les forces de l'ordre l'accusent d'avoir agressé et frappé des agents. Lui soutient que c'est tout le contraire : *«Une fois à l'hôpital, un policier m'a dit : 'Maudit soit l'Etat qui vous donne votre liberté, si j'avais le pouvoir je boirais ton sang.' Le deuxième policier, un inspecteur, a poursuivi : 'Celui pour qui tu as voté ne pourra rien pour toi'.»* Après la visite médicale, Khodir Babbaz est ramené au commissariat où il passe la nuit de mardi à mercredi en garde à vue avant d'être présenté devant le procureur. Il est relâché mais placé sous contrôle judiciaire. Sur place, on ne comprend pas ce qui s'est passé. *«Khodir Babbaz est un représentant mozabite correct qui n'a jamais appelé à la violence, contrairement à certains. Si lui est attaqué par les forces de l'ordre, ce sont tous ceux qui résistent à l'appel à la violence qui vont être fragilisés»*, commente un observateur. *«Je n'accuse pas tous les officiers, mais il y a des policiers qui veulent que la situation s'empire. Je pense qu'ils ont pour but de l'aggraver»*, témoigne Khodir Babbaz qui met directement en cause le chef de la sûreté et cinq de ses hommes. Ces nouveaux événements accentuent le sentiment de manipulation de certains notables mozabites. *«Cela fait 4 mois que la population demande une commission d'enquête et il n'y a rien. Tandis que des policiers ont eu des promotions après des bavures»*, déplore-t-il.

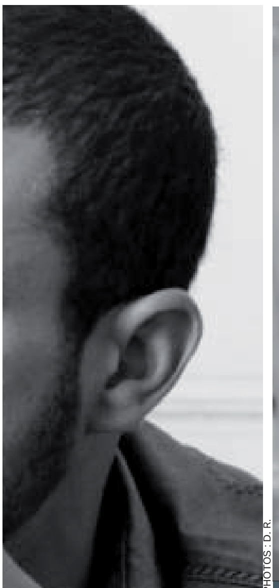
Leïla Beratto





Mercredi 16 avril, une manifestation de Barakat à Alger est réprimée. Les forces de l'ordre utilisent des bâtons en bois pour frapper les manifestants et lancent plusieurs d'entre eux du haut des escaliers.

PHOTO : AFP





Dimanche 20 avril, à Tizi Ouzou, des policiers en civil traînent à terre un jeune manifestant inconscient. Un membre des brigades de maintien de l'ordre vient de lui donner deux coups de pied dans la hanche.

PHOTOS : D. R.



La facture

Par Adlène Meddi

En menaçant, lors d'un meeting à Tizi Ouzou, les opposants au 4e mandat, Amara Benyounès ne parlait pas seulement en son nom. Car le coup de force passé -avec pertes et profits- le régime a déployé un large spectre de mesures répressives, de la matraque aux appels au meurtre et à la haine sur les réseaux sociaux. Police politique ou appareils barbouzes du clan Bouteflika, le régime, dans une solidarité de type apparatchik, a déclenché un déchaînement de violence contre les voix contestataires qui marquera du sceau de la honte leurs auteurs, commanditaires et bénéficiaires. Car au-delà de la gravité du durcissement, qui s'esquissait durant la campagne à coup de messages de menaces et de chantage, la volonté des tenants du pouvoir, tous corps et hauts responsables confondus, est de gérer dans le silence le non-sens du 4e mandat. Silence imposé à la société, aux médias indépendants, aux militants républicains, aux partis opposants, aux personnalités nationales intègres et même à l'univers tout entier si cela leur était possible. Il faut les laisser manager la folle course contre le temps et la biologie en toute quiétude, car leur situation reste quand même intenable : comment continuer à «vendre», aux Algériens et au monde entier, l'image d'un impotent régent ? Cette rocambolesque mission met le régime dans un état d'intense nervosité qui déborde sur la société en autant de répression brutale et sauvage, et qui dévoile par la même la nature profondément autoritaire et exclusive du mode de gouvernance depuis bien avant 1962. En fait, c'est l'image d'un

> Silence imposé à la société, aux médias indépendants, aux militants républicains, aux partis opposants, aux personnalités nationales intègres et même à l'univers tout entier s'il leur était possible

fou qui devient agressif quand on lui explique qu'en sautant de la fenêtre, ses ailes imaginaires ne vont pas se déployer. Sauf que ce n'est pas seulement le fou qui va s'écraser quelques étages plus bas, c'est tout un pays qui est précipité dans la chute fracassante de ce régime qui ne voit que sa survie à court terme comme unique horizon. Le régime, personnalisé - pour une fois et a contrario de l'orthodoxie de la non-identification du pouvoir- en ces trois pôles engagés la tête devant dans le processus de fragilisation nationale (Bouteflika, Gaïd Salah et Mediène), incapable de trouver une issue moins ridiculisante au 4e mandat, se braque. Et au lieu d'écouter le message laissé sur sa boîte vocale qui précise l'adresse et les responsabilités de chacun de ses trois pôles, et répondre, par des signaux d'apaisement, à une société traumatisée par les menaces, le régime a choisi de lancer le combiné du téléphone à la figure des contestataires. Le déficit en engineering pour dessiner le futur du pays et du système, les difficultés du ménage à trois (DRS, Présidence et état-major) avec son lot de chamailleries et de paranoïa internes font que la facture est payée par la société à coup de répression et de chantage, avec en plus une neutralisation des capacités régaliennes pour faire face aux crises internes (Ghardaïa ou la Kabylie) et externes (frontières explosives et appétits mondiaux pour les ressources et la souveraineté). Or, les tensions entre ce pouvoir qui mobilise ses réflexes maffieux et une société de moins en moins encline à une résilience forcée - qui tire sa substance d'une patience qui a des limites - ne peuvent que s'accentuer. Et vu le potentiel de violence - qui n'est plus reconnue comme monopole de l'Etat - d'une régence voyoucrate, nulle dérive n'est à écarter, y compris - après la matraque, le lynchage et la division haineuse entre Algériens - le retour probable de l'assassinat politique. Les prochaines semaines, la question «à qui profite le crime ?» deviendra, malheureusement, le leitmotiv de l'Algérie du funeste 4e mandat.

ANSER LAYACHI. Chercheur en politique sociale

« Il n'y a plus de pouvoir homogène

Comment expliquez-vous qu'en quelques jours, l'Etat ait usé de violence contre des manifestants ou des contestataires ?

Il y a une corrélation entre le retour de la violence et la fin de l'élection. Avant le scrutin, il y avait une grande pression sur les pouvoirs publics, certaines ONG ont dénoncé la violence contre les protestations comme celles de Barakat. Le pouvoir a donc été plus flexible, moins violent. Mais une fois l'élection passée, le pouvoir s'est senti rassuré et il répond de la manière qu'il estime la plus efficace pour faire passer le message : les autorités n'accepteront plus qu'on conteste leur pouvoir.

Quel peut être l'impact de cette violence ?

Tout le monde sait que l'utilisation de la force est une solution vouée à l'échec et qui peut menacer le développement du pays. Ce n'est judicieux ni pour le pouvoir ni pour la société. Le pouvoir va droit dans le mur avec cette méthode. Il y a désormais des pressions extérieures, de la part des ONG mais surtout des pressions intérieures de la part des associations, des syndicats… Les organisations de la société civile ne laisseront pas faire.

Comment peut réagir le pouvoir ?

Il n'y a plus d'autorité homogène ni de stratégie globale du pouvoir. Il n'y a plus de centre de décision unique. Le pouvoir est éclaté, donc chaque groupuscule au pouvoir essaye de réagir à sa manière pour obtenir plus de pouvoir. C'est grave pour l'Etat et cela mènera à plus de violence. Il est également possible que les autorités prennent la mesure du risque et reviennent à une situation de dialogue.

Pensez-vous qu'un retour au dialogue est possible tant que Abdelaziz Bouteflika est président ?

Le président Abdelaziz Bouteflika n'est pas dupe. Il sait qu'il souffre d'un déficit de légitimité et cela doit peser sur ses réactions futures.

Leïla Beratto

Vie «normale» à Ghardaïa, assure Belaiz

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, a indiqué, hier à Alger, que la vie avait repris son cours normal à Ghardaïa, appelant la population de cette région à *«cohabiter pacifiquement dans un esprit d'entente»*. *«La vie a repris son cours normal à Ghardaïa»*, a affirmé M. Belaïz dans une conférence de presse au terme d'une visite de travail et d'inspection à la direction des unités républicaines d'El Hamiz, émettant le vœu de voir les populations de cette wilaya *«cohabiter pacifiquement dans un esprit d'entente»*. Il a appelé *«les sages de la région à propager les valeurs de fraternité et d'entente entre les habitants de la localité»*, souhaitant que Ghardaïa ne connaisse plus les mêmes incidents qu'elle a vécus ces derniers temps.

APS

D La pétition contre la répression : www.petitions24.net/algerie_repression_sanglante_en_kabylie

Retour à Raffour



PHOTO : EL WATAN 2014

A Raffour, le jour du vote, manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés

Une semaine après les émeutes de Raffour, qui ont fait une soixantaine de blessés, El Watan Week-end est revenu sur les lieux. Les habitants parlent de «provocations».

Ammar Fedjkhi
@Afedjkhi

En 2004, 2009 et 2014. A Raffour, on respecte les traditions. Les élections ? Toutes des *«mascarades»*. Ce qui vient des autorités ? *«On y est allergiques.»* A 160 km à l'est d'Alger, près de Bouira, il existe une commune qui résiste encore et toujours à l'administration centrale. Jeudi 17 avril, des jeunes brûlent les bureaux de vote. Aux jets de pierres et cocktails Molotov, les forces antiémeute de la gendarmerie, dépêchées la veille en renfort dans la région, répliquent par des bombes lacrymogènes. Les arrestations se succèdent. C'est l'émeute. Des vidéos et des photos sont postées sur les réseaux sociaux. Bilan : une soixantaine de blessés du côté des gendarmes, une centaine parmi les manifestants. Quatre jours plus tard, Raffour retrouve son calme. Sur les murs d'une école primaire du village, on peut lire : «1.2.3 Barakat, y'en a marre. Pas de vote à Raffour. Non à la transmission du pouvoir par héritage.» Pour les jeunes de cette petite ville de 10 000 habitants, ce sont les gendarmes qui ont provoqué l'affrontement. *«Vers 3h, ils ont commencé à nous jeter des bombes lacrymogènes. Il y avait tout un escadron de la gendarmerie. Ils ont même tiré en direction de nos habitations»*, affirment des jeunes. Toujours considéré comme un village rattaché à la commune de M'chedallah, Raffour fonctionne autour d'un comité, veillant au respect des traditions kabyles et d'une grande infrastructure, la maison du arch, où les sages règlent tous les conflits. C'est là que nous avons rencontré des étudiants qui assurent des cours de soutien scolaire. Un étudiant nous montre la trace d'une bombe lacrymogène qui a touché la bibliothèque centrale, au troisième étage. *«Heureusement que ce jour-là, la bibliothèque était fermée, sinon, ça aurait été la catastrophe. Un père de famille a dû évacuer son enfant de 2 ans asphyxié par les gaz lacrymogènes»*, affirme Mohand, la trentaine. Pour Achour, habitant de la région, ex-élu à l'APW de Bouira, cette révolte s'explique parce que les jeunes avaient l'impression qu'elle était jouée d'avance. D'autres dénoncent l'intervention musclée des gendarmes. *«Ce jour-là, toute la population était mobilisée, parmi elle des infirmiers, y compris des femmes. La salle de soins était réquisitionnée pour assurer des soins aux blessés»*, témoigne un habitant. Toutes nos tentatives pour joindre le colonel du groupement de gendarmerie de Bouira à propos de ces accusations étaient vaines. ■

AMAROUCHE MHAND. Militant et animateur du Mouvement culturel berbère

« Raffour n'a toujours pas son statut de commune !

Raffour a connu de violents affrontements le jour du scrutin. Sachant qu'aucune élection ne s'est jamais déroulée dans le calme, y compris les locales. Qui était à l'origine des violences cette fois-ci ?

Il faut d'abord noter que des gendarmes ont été appelés en renfort dans la région la nuit du mercredi, c'est-à-dire la veille de l'élection. Rien pourtant ne présageait de la violence. Ceci a été vite interprété comme une provocation supplémentaire. D'autant que les pouvoirs publics ont pour habitude, à la veille d'échéances électorales, d'entrer en contact avec les notables. Alors que ceux-ci sont en total déphasage avec le quotidien et les aspirations des jeunes. C'est très souvent en réaction à ce comportement irresponsable des pouvoirs publics que les jeunes expriment leur rejet de tout ce qui vient des autorités. Le fait d'être considéré comme immature et irresponsable pour avoir besoin d'un tuteur est insupportable à juste titre, d'autant que la région comprend un grand nombre d'universitaires.

#De la provocation, donc, mais pas de manipulation ?

Il y a les deux. La provocation et la manipulation sont le fait des tenants du pouvoir. Ceci a commencé bien avant les élections. Les propos insultants de certains membres du staff présidentiel à l'égard des gens n'étaient pas de nature à ramener la sérénité. Bien au contraire. Certaines chaînes de télévision ont fait le reste en diffusant des images intenables.

#Pourquoi la région reste-t-elle si sensible ?

Le refus de participer aux joutes électorales est aussi vrai pour toute la région est de la wilaya de Bouira. Ceci s'est vérifié cette fois-ci encore. La région, qui a consenti tant de sacrifices durant la guerre de Libération et qui a été aussi un bastion de la lutte antiterroriste durant les années 1990, n'a bénéficié d'aucun investissement d'envergure en direction notamment des jeunes -emploi ou infrastructures de sport ou de loisirs. Les cybercafés restent la seule occupation. On comprend alors la désaffection des jeunes et de la population en général vis-à-vis des pouvoirs publics. Enfin, Raffour, qui compte parmi les plus grands villages du pays, n'a toujours pas son statut de commune au mépris des critères d'éligibilité au regard du nombre d'habitants ! Ceci rajoute de la frustration.

Ammar Fedjkhi

« J'ai reçu des balles en caoutchouc, mais je ne suis pas allé à l'hôpital de peur d'être interpellé»

«Ces images sont vraiment choquantes. Surtout lorsqu'on voit ce jeune traîné par terre et passé à tabac par les policiers. On croyait ces brutalités révolues depuis longtemps», s'indigne un médecin qui rappelle que les manifestants réclamaient seulement *«l'officialisation de langue amazighe»*. Un autre habitant témoigne : *«Heureusement qu'il y a des moyens qui permettent de dévoiler la haine de certains agents de sûreté. Les vidéos ont montré ce que peut réserver le pouvoir à des jeunes qui manifestent mains nues. C'est inadmissible.»* A Tizi Ouzou, le choc est encore grand après les représailles de la police contre la marche du 20 Avril, à l'appel du MCB. Après le FFS et le RCD, qui ont dénoncé les violences, l'APW de Tizi Ouzou, à travers un communiqué, a qualifié *«d'irresponsables»* les agissements *«de quelques agents de sécurité à l'encontre de jeunes manifestants, tels que vus sur internet»*. L'APW *«dénonce la riposte disproportionnée des services de sécurité à une action citoyenne»*. Des étudiants blessés lors de la marche réprimée sont toujours traumatisés et insistent pour rester anonymes. *«Le lendemain de la marche, on voulait aussi manifester pour s'élever contre la répression de la veille. Mais, à notre arrivée, au quartier les Genêts, près du centre-ville, j'ai reçu deux balles en caoutchouc dans le ventre. J'ai senti des douleurs atroces, au lieu d'aller à l'hôpital, j'ai préféré rejoindre le campus, car j'avais peur d'être interpellé par les policiers à l'intérieur du CHU»*, confie un étudiant. Un autre ajoute : *«J'ai été blessé devant le portail du campus universitaire de Hasnaoua, par un agent de la CNS qui a jeté des débris en ciment. J'ai failli avoir une fracture au genou droit. Comme tous mes camarades, j'ai eu peur d'aller à l'hôpital car, on nous a dit que des policiers suivaient les blessés jusqu'au CHU. Si les blessures sont légères (hématomes et égratignures), je suis cependant toujours traumatisé par la violence des policiers. Certains ont même insulté les passants.»* Une autre raconte encore : *«J'ai vu des policiers, postés à une vingtaine de mètres du portail de l'enceinte universitaire, tirer des bombes de gaz lacrymogènes à l'intérieur du campus. En pourchassant les jeunes étudiants protestataires, ils nous ont ciblés avec des balles en caoutchouc.»* Le directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, a ordonné l'ouverture d'une enquête pour situer les responsabilités de ces actes. Quatorze manifestants, parmi les 60 arrêtés depuis le 20 avril, ont comparu, mercredi, devant le juge d'instruction.

Hafid Azzouzi

S Il ont dit



PHOTO : DR

FAROUK KSENTINI
Président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme

« Il faut que l'Etat poursuive les militants de Barakat pour troubles à l'ordre public



PHOTO : DR

ERIC GOLDSTEIN
Directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch

« L'interdiction générale et illimitée de toute manifestation dans la capitale est en vigueur depuis pratiquement le début de la présidence de Abdelaziz Bouteflika. Est-ce étonnant que les dernières victimes de la répression des manifestations soient les opposants pacifiques à sa quatrième élection à un nouveau mandat de cinq ans ?



PHOTO : H. LYES

AMARA BENYOUNES
Ministre du Développement industriel en campagne pour Abdelaziz Bouteflika, début avril à Tizi Ouzou

« Je m'expliquerai avec eux (opposants au 4e mandat, ndlr) après le 17 avril

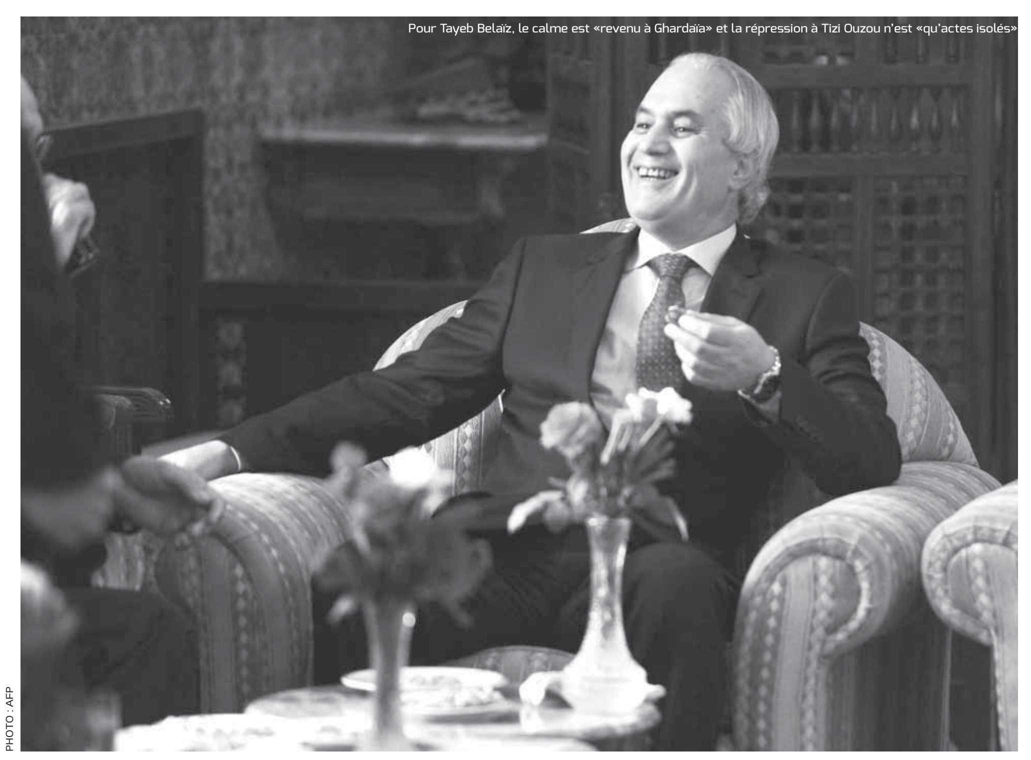

Pour Tayeb Belaïz, le calme est «revenu à Ghardaïa» et la répression à Tizi Ouzou n'est «qu'actes isolés»

PHOTO : AFP

Mohand et Moez, ennemis d'Etat

Interpellés le mercredi 16 avril, Mohand Kadi et Moez Benncir, sont aujourd'hui poursuivis pour attroupement non armé et atteinte à l'ordre public. Plusieurs associations dénoncent un «harcèlement judiciaire».

Méziane Abane
@MezianeAbane

Après être restés sans nouvelles d'eux pendant quarante-huit heures, la famille et les proches de Mohand Kadi et Moez Benncir savent désormais qu'ils se trouvent sous mandat de dépôt à la prison de Serkadji. Ils ont été interpellés par la police à la veille de l'élection présidentielle, lors du rassemblement du Mouvement de Barakat à Alger-centre, mercredi 16 avril, et sont aujourd'hui poursuivis, d'après leur avocat, Me Abdelghani Badi, pour attroupement non armé et atteinte à l'ordre public. Mohand Kadi, comédien, originaire de Tizi Ouzou, est membre de l'association Rassemblement-Action-Jeunesse (RAJ) et son coordinateur de son bureau à Azzazga. D'après Abdelouahab Fersaoui, président de RAJ, Moez Benncir est Tunisien, il travaille pour une maison d'édition à Béjaïa. *«Leur seul tort : s'être retrouvés au mauvais endroit au mauvais moment*, affirme Me Noureddine Benissad, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH). *Ils ont été directement placés en garde à vue jusqu'au dimanche 20 avril à la division centre de la police judiciaire d'Alger. Puis, ils ont été présentés au parquet de Sidi M'hamed où l'affaire a été renvoyée au juge d'instruction qui les a placés sous mandat de dépôt à Serkadji.»* Abdelouahab Fersaoui affirme que son association n'a été en contact avec Kadi que durant les deux premières heures qui ont suivi leur interpellation. Depuis, ils ont perdu tout contact avec lui. *«Nous sommes partis à sa recherche et avons écumé la plupart des commissariats, en vain»*, raconte-t-il. Lors de leur interrogatoire, *«les deux jeunes ont nié avoir une quelconque relation avec les manifestations et ne faisaient que passer à côté»*. Abdelouahab Fersaoui confirme : *«Notre association n'a jamais appelé à rejoindre le rassemblement du mouvement Barakat. Et même si c'était le cas, je n'y vois là aucune infraction. Les Algériens ont le droit d'exprimer pacifiquement leurs opinions politiques.»* Pourquoi ont-ils été les seuls interpellés ? *«Nous-mêmes, nous nous sommes posé la question*, s'interroge Me Benissad. *Les accusations ne tiennent pas la route. Plus grave : rien ne les justifie.»*

INTIMIDATION

La défense a fait appel de la décision de mise sous mandat de dépôt auprès de la chambre d'accusation. Objectif : obtenir une libération provisoire. Sid Ali Kouidri, porte-parole du mouvement Barakat, s'est déclaré solidaire avec les deux jeunes. *«Le mouvement Barakat dénonce vigoureusement ces arrestations et pratiques indignes d'un Etat qui se respecte et qui confirme publiquement le caractère policier et répressif du pouvoir. C'est un outrage de plus à la dignité des citoyens et une insulte aux militants de tous bords.»* Pour Amine Sidhoum, le coordinateur du Réseau des avocats pour la défense des droits de l'homme (RADDH), le dossier des accusés pose problème. *«Au plan juridique, il y a une anomalie. S'ils les ont interpellés pour attroupement, ils ne devraient pas être les seuls. Cela prouve que dans le traitement des citoyens algériens, il y a deux poids, deux mesures.»* Dans un communiqué rendu public cette semaine, la LADDH, le RAJ et le RADDH ont dénoncé conjointement cette *«intimidation»* et ce *«harcèlement judiciaire»* à l'encontre de ces deux jeunes et ont exigé leur libération immédiate. Les signataires appellent par conséquent les autorités algériennes à respecter la liberté des citoyens algériens à se rassembler et à manifester pacifiquement afin de revendiquer leurs droits garantis par la Constitution algérienne et par les conventions internationales des droits de l'homme, dont le pacte international relatif aux droits civils et politique ratifié par l'Algérie depuis 1989. L'affaire est toujours en instruction. ■

ABDELGHANI BADI. Avocat de la Défense

« les chefs d'inculpation ne sont pas fondés

Les chefs d'inculpation ne sont pas fondés. Le code pénal est très clair là-dessus. Pour qu'un rassemblement soit reconnu comme attroupement vis-à-vis de la loi, la police doit annoncer sa présence par un signal sonore ou lumineux pour avertir efficacement les individus constituant l'attroupement. Il faut aussi sommer les personnes participant à l'attroupement de se disperser à l'aide d'un haut-parleur. Ces conditions n'ont pas été respectées. Ce qui nous amène à dire, aujourd'hui, que les deux jeunes qui ont d'ailleurs réfuté toute relation avec la manifestation ou le mouvement Barakat, ont été accusés à tort. Le juge d'instruction ou le procureur de la République sont souverains dans les décisions qu'ils prennent. Néanmoins, le mandat de dépôt reste une exception pour des individus impliqués dans des affaires dangereuses, contrairement à Mohand Kadi et Moez Benncir. De plus, il est du droit de tout citoyen d'exprimer pacifiquement ses opinions politiques comme le garantit la Constitution algérienne dans ses articles 36 et 41 et conformément aux traités des droits humains ratifiés par l'Algérie, dont la Convention internationale des droits civils et politiques ratifiée en 1989. Un appel à la décision de mise sous mandat de dépôt a été déposé auprès de la chambre d'accusation de la cour d'Alger pour une mise en liberté provisoire des deux jeunes. Leur dossier reste à notre avis non fondé et nous allons déployer tous les efforts pour avoir gain de cause.

S Une semaine à Tizi Ouzou

Cinq policiers suspendus

Des policiers impliqués en début de semaine dans une violente répression de manifestants en Kabylie ont été suspendus, a annoncé, hier, le ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, en parlant d' *«actes isolés»* de ces membres des forces de l'ordre. *«Si des preuves corroborent les faits signalés, ces personnes seront déférées devant la justice comme tous les citoyens»*, a-t-il ajouté. Selon lui, les forces de l'ordre *«ont fait montre d'un haut degré de professionnalisme dans le traitement des émeutes, manifestations et marches dans certaines wilayas»*.

Un jeune interpellé puis libéré après 48 heures de détention

Le jeune Mezdad Meziane, originaire de la commune de Beni Zmenzer, arrêté au lendemain de la marche du 20 avril, alors qu'il était en train de prendre des vidéos des émeutes près du quartier Les Genêts, au centre-ville de Tizi Ouzou, a été relâché, mercredi, après 48 heures de détention. *«J'ai été arrêté par des policiers en civil qui m'ont confisqué mon appareil avant de supprimer toutes les vidéos et photos que j'ai prises lors des émeutes de lundi. Nous, au nombre de 14, sommes restés jusqu'à mercredi avant d'être présentés devant le juge d'instruction qui nous a libérés»*, a déclaré Meziane Mezdad, joint par téléphone.

H. Azzouzi

«Des instructions d'en haut»

«Dès 8h30, Tizi était entourée par des CNS et les hauteurs de l'université étaient barricadées par les forces de l'ordre. Les policiers nous ont dit : ''Nous avons reçu des instructions d'en haut''. Vers 12h30, les camions antiémeute, les chasse-neige, ont foncé sur la foule. Ils ont failli écraser un manifestant, témoigne Amer, 27 ans. *Lorsque j'ai voulu le secourir avec d'autres jeunes, nous avons été attaqués par des policiers à coups de matraque et de pied. Aujourd'hui, j'ai le bras dans la plâtre. Je n'ai pas été menotté mais j'ai reçu plus de 25 coups.»*

«J'ai cru que j'allais mourir»

«Quand les émeutes ont commencé, j'ai été pris avec le président du MAK entre les manifestants et les policiers. Nous n'avons pas arrêté d'appeler au calme à l'aide d'un haut-parleur. Nous voulions célébrer le double Printemps noir et berbère dans de bonnes conditions et nous n'avions nullement l'intention de causer de troubles. Malheureusement, les forces de l'ordre et l'armada des agents en civil engagés ce jour-là ont voulu le contraire. J'ai reçu une bombe lacrymogène derrière la nuque. J'ai été hospitalisé au CHU de Tizi Ouzou. Les agents des services m'ont suivi jusqu'au service de radiologie pour me fouiller et m'insulter alors que j'attendais mon tour pour une radio sur ma blessure. Un agent en civil s'est même permis de me dire que je n'avais aucun honneur car le Kabyle que je suis a accepté de se faire soigner dans un hôpital algérien ! C'est du dénigrement qui prouve encore une fois le caractère despotique du système. Ils étaient décidés à nous abattre. Ils m'ont empêché de faire ma radio et ils m'ontconfisqué mon appareil-photo, mon drapeau berbère.»
Masensen, 25 ans.

«J'ai été maintenu au sol pendant que les policiers me frappaient»

«La répression a commencé dès que nous avons donné le signal du départ de la marche. J'ai été encerclé par les éléments du CNS et des agents en civil au niveau du portail d'entrée de l'université Hasnaoua 1. J'ai été maintenu au sol par des policiers pendant que d'autres me frappaient à coups de poing et de matraque. J'ai cru que j'allais mourir. Ils étaient tellement violents qu'on aurait dit qu'ils n'étaient pas humains. Un jeune de 18 ans a été touché par un tir de balle en caoutchouc au torse. Il en a reçu une autre dans le dos dès qu'il s'est retourné pour fuir ses agresseurs. Plusieurs ont reçu des bombes lacrymogènes sur le corps car elles ont été tirés à l'horizontale en direction des manifestants.»
Boussad Becha, 32 ans, membre du conseil national du MAK.

En laissant Vimpelcom prendre la gestion de Djezzy, l'Algérie prend, à terme, un risque important. Celui de mettre en difficulté son propre opérateur.


Jo Lunder, PDG de Vimpelcom

PHOTO : D. R.

DJEZZY Tout bénef' pour les Russes

Nassima Oulebsir
@Nassimaoulebsir

L'Etat algérien, via le Fonds national d'investissement (FNI), s'empare de 51% du capital de l'opérateur Djezzy. La transaction d'un montant de 2,643 milliards de dollars ne fait pas l'unanimité pour les experts du secteur. Entre conflit d'intérêt et risque d'une gestion calquée sur le modèle des entreprises publiques, les experts s'interrogent sur les répercussions de cette décision. L'Etat est-il perdant ou gagnant dans cette affaire ? Même si Lakhdar Benkhallef, parlementaire d'Al-Adala, affirme que Djezzy ne sera pas géré de la même façon que l'opérateur public, puisque c'est Vimpelcom (groupe russe actionnaires d'Orascome Télécom Algérie) qui prendra en charge le management. Djezzy pourrait, tout de même, être le perdant dans la mesure où la gestion des entreprises publiques *«n'a jamais été efficace»*, explique Youcef Grar, expert en technologie de l'information et de la communication. *«Djezzy est le perdant si l'Etat assure la gestion. La gestion n'a jamais été le point fort de l'Etat. Les entreprises publiques d'aujourd'hui en sont un exemple.»* Un avis appuyé par Farid Farah, spécialiste des technologies de l'information et de la communication : *«Le plus grand gagnant, c'est le russe Vimpelcom qui a eu ses 2,6 milliards de dollars et le droit de gestion. Sa situation sera également débloquée et il pourra même se lancer dans la 3G. En contrepartie, le FNI a investi de l'argent qu' il ne peut pas gérer. Cette démarche est entreprise juste pour donner l'exemple que la politique 51/49% est appliquée.»* Pour lui, l'Algérie a pris un risque : *«Le marché de téléphonie mobile est saturé avec 39,5 millions d'abonnés. Cette situation fait baisser les revenus des opérateurs qui doivent redynamiser le marché, c'est-à-dire se lancer dans la data (internet). Avec cette transaction, Djezzy devient un semi-privé ou semi-public, il n'est pas évident que cela marchera.» «Or, il y a deux manières de gerer»*, explique Youcef Grar. *«Avec Mobilis, c'est une partie d'administration qui essaie de se convertir en entreprise. Nous constatons quotidiennement cette culture administrative. Il est donc recommandé de vendre à un privé. Il gérera mieux, avec plus de flexibilité et d'efficacité. Puis l'Etat veillera sur le marché concurrentiel»*, développe-t-il. D'ailleurs, l'expert se demande pourquoi l'homme d'affaires Rebrab qui détenait 3% de Djezzy a cédé ses parts. Il expose deux scénarios. Si l'Etat l'a poussé à partir, cela veut dire qu'il préférait manœuvrer seul et si c'est l'homme d'affaires qui ne voulait plus investir, cela voudrait dire que pour lui, il y aurait anguille sous roche.

CONCURRENCE

L'Etat continue à mépriser le privé, autrement Rebrab aurait été le meilleur garant. Autre sérieux problème : le conflit d'intérêt. *«Si Djezzy par exemple veut lancer des offres spéciales pour attirer ou récupérer d'autres clients de l'opérateur public, le conseil d'administration ne peut pas s'y opposer. Car sa mission est de veiller sur le bénéfice de l'entreprise»*, mais cela affectera directement son propre opérateur, Mobilis. *«Comment alors le gouvernement gérera cette situation ?»*, s'interroge Youcef Grar. Pour lui, *«il est préférable que ce soit des entreprises privées et d'autres grands investisseurs qui achètent les actions de Djezzy pour éviter un conflit d'intérêt». «L'acquisition de Djezzy se présente comme un sérieuse concurrence aux deux autres opérateurs»*, selon Farah. *«A long terme, l'opérateur public et Djezzy peuvent se lancer dans un partenariat pour le déploiement de la 3G et le partage des BTS (antennes 3G). Démarche qui diminuerait les coûts d'investissement. Plus les coûts sont bas, moins chère est l'offre. Dans ce cas-là, c'est Oredoo qui en fera les frais»*, argumente-t-il. ■

OMAR BERKOUK. Expert financier

« N'y avait-il pas mieux à faire avec les 2,6 milliards de dollars ?»

Pourquoi l'Etat a acheté Djezzy ?

L'achat de Djezzy ne répond pas à une stratégie industrielle, mais à un impératif financier. L'Etat nationalise 51% des dividendes futurs d'OTA qui ne grèveront pas la balance des paiements du pays qui va être mise à mal dans un proche avenir en raison de la détérioration de la balance commerciale du pays. Pour appréhender l'importance de ce poste dans la balance des paiements, il faut rappeler que cet accord de cession va libérer au profit de OTA / VimpelCom 1,86 milliard de dollars de dividendes cumulés de 2009 à 2013 et qui seront transférés à OTH. En outre, l'Etat, grâce à sa majorité absolue dans le capital d'OTA, pourra, par son représentant (FNI), peser sur les décisions stratégiques en matière d'investissement et d'allocations de ressources au conseil d'administration.

Quelle valeur ajoutée pour l'Etat ?

L'Etat vient d'investir dans l'une des entreprises les plus rentables du pays. Il va certes payer pour 51% du capital un prix (2,64 milliards de dollars) nettement plus élevé que celui qu'il voulait imposer pour 100% du capital en 2009, soit 2,5 milliards de dollars. La valorisation finalement acceptée par l'Etat, correspondant à 5,6 fois, est équitable. Il aura fallu de longues négociations et la menace du recours à l'arbitrage international qui devait débuter le 21 avril pour que l'Etat accepte la valorisation standard pour ce type de transaction. Ce que l'Etat voulait débourser pour 100% du capital, il le fera pour 51% ! En termes patrimoniaux, l'Etat ne fait pas une mauvaise affaire en achetant 51% d'un actif rentable comme Djezzy. Cela pourrait s'analyser comme une stratégie de portefeuille par l'intermédiaire du FNI. Il a souvent été reproché à l'Etat de ne pas avoir de stratégie patrimoniale dans la gestion des réserves de change. Il s'agit peut-être d'un début…

Que va-t-il faire de Djezzy alors qu'il a déjà Mobilis ?

L'Etat laissera la gestion opérationnelle de Djezzy à WimpelCom. C'est dans l'intérêt de l'entreprise et celui de l'Etat ! La prise de contrôle capitalistique de Djezzy par le FNI n'a pas pour objectif la gestion effective de l'entreprise, mais le contrôle des décisions stratégiques en conseil d'administration (politique d'investissement, choix stratégiques, politique de distribution des dividendes…). L'Etat se comportera comme un investisseur financier. Il a moins de compétences opérationnelles que les gestionnaires actuels de l'entreprise. Un accord de confidentialité sera sûrement mis en place pour l'Etat et ses représentants (FNI) pour que les informations recueillies en conseil d'administration d'OTA ne fassent pas perdre des avantages compétitifs à Djezzy par rapport à Mobilis !

Pensez-vous que l'Etat fusionnera Djezzy et Mobilis pour créer une seule entité ou alors revendre Djezzy à un privé national ou étranger ?

Il n'y aura pas de fusion Djezzy et Mobilis et tant mieux pour la téléphonie mobile en Algérie ! Pour ce faire, il aurait fallu que l'Etat acquiert 100% du capital et qu'il ait une stratégie industrielle, mais ce n'est pas le cas ! Le FNI va conserver cette participation en portefeuille. Une vente partielle en Bourse d'Alger pourrait se concevoir, avec éventuellement des «gros porteurs nationaux», mais une cession à un professionnel étranger ne peut pas être envisagée en raison des problèmes de cohabitation avec l'opérateur actuel !

Au-delà du coût de 2,6 milliards que l'Etat a payé, est-ce que l'Etat n'est pas perdant compte tenu du fait qu'il a vendu la licence à 700 millions de dollars ?

L'Etat a vendu une licence et rachète la majorité absolue d'une des entreprises les plus rentables du pays. Djezzy, ce sont la licence et la création de valeurs depuis l'origine de la société. L'Etat n'a rien perdu dans ce processus. Il a vendu un actif à exploiter, il rachète la valorisation et le développement de cet actif. Il n'avait aucune obligation à le faire. La question sous-entendue est la suivante : l'Etat en son temps a-t-il «correctement» vendu la licence de téléphonie au prix de 700 millions de dollars, même s'il l'avait sous-estimée ? Il en récupère aujourd'hui 51% dans une entreprise qui a su l'exploiter efficacement !

Cette décision de rachat est-elle donc économiquement rationnelle ?

La finalité de cette opération n'est pas économique au sens industriel, mais elle a un rationnel financier.

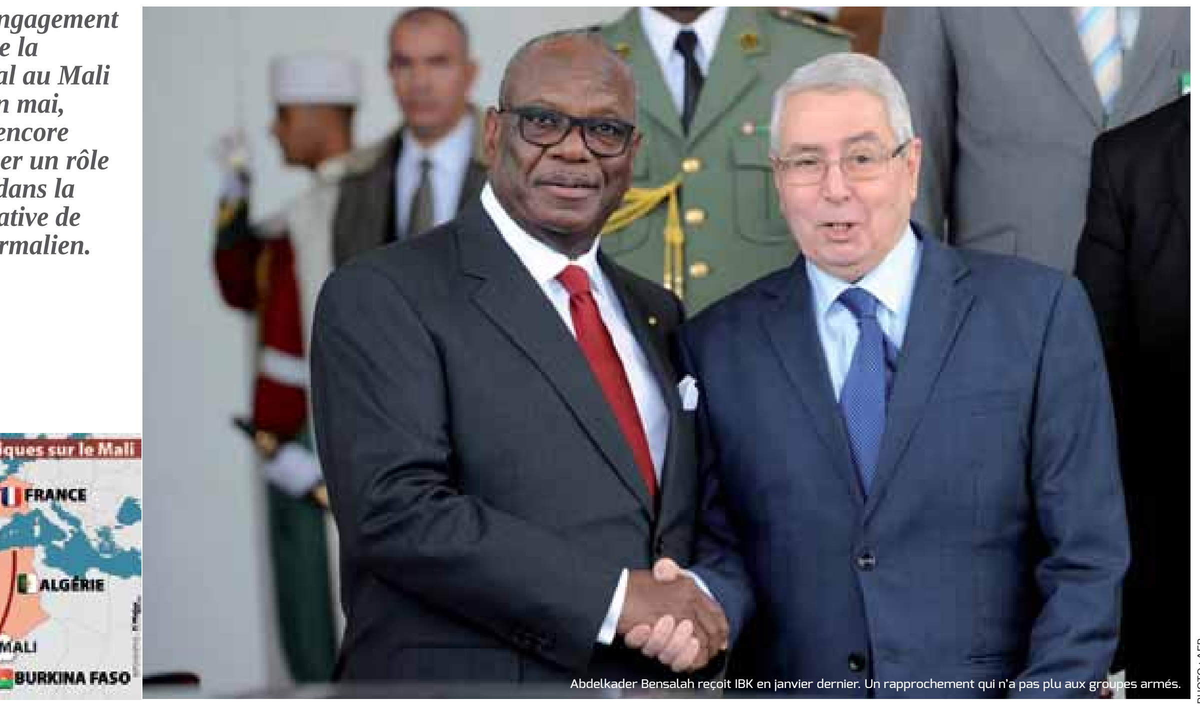
L'Etat est-il finalement perdant ou non dans cette affaire ?

Toute chose étant égale par ailleurs, l'Etat ne perd rien dans cette opération. Il a payé le prix «normal» pour un actif de cette qualité ; en plus, il n'aura pas à prendre le risque de sa gestion opérationnelle ! La véritable question serait : n'y avait-il pas mieux à faire avec les 2,6 milliards de dollars.

9 Une annonce inaperçue

La signature de la vente de 51% du capital d'OTA au FNI pour 2,643 milliards de dollars a été annoncée vendredi 18 avril, en même temps que la diffusion officielle des résultats de l'élection présidentielle. Autrement dit, une annonce passée inaperçue. Ce qui a suscité des réactions : *«C'est une affaire qui a trop duré. Le gouvernement voulait la faire passer en douceur alors qu'il y a 2,6 milliards de dollars en jeu. C'est pour éviter la responsabilité des personnes ayant négocié. Aujourd'hui, on devrait savoir qui sont les personnes qui ont négocié pour que la responsabilité à l'avenir, en cas de problème leur incombe»*, affirme Youcef. Selon une autre source, l'affaire Djezzy *«serait l'un des points de convergence entre le clan présidentiel et le DRS »*. D'ailleurs, les actes de sabotage de 2009 que Djezzy avait enregistrés n'avaient aucun lien avec les événements qui ont suivi le match Egypte-Algérie, mais c'était *«pour des intérêts personnels»*.

Alors que l'engagement des troupes de la mission Serval au Mali s'achèvera fin mai, l'Algérie est encore appelée à jouer un rôle déterminant dans la nouvelle tentative de dialogue intermalien.



Abdelkader Bensalah reçoit IBK en janvier dernier. Un rapprochement qui n'a pas plu aux groupes armés.

PHOTO : AFP

MALI Alger entre deux feux

Faten Hayed
@faten_hayed

Cette nouvelle volonté du Mali de faire asseoir l'Algérie à la table des négociations est survenue, en début de semaine, à l'issue de la 2e session du Comité bilatéral stratégique algéro-malien sur le nord du Mali, réunissant cinq pays du Sahel (Algérie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad). Cette rencontre s'est tenue sous la coprésidence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, et du ministre malien de la Réconciliation nationale, Ould Sidi Mohamed Zahabi, en présence du MAE Abdoulaye Diop, et du ministre délégué chargé des Affaires africaines et maghrébines, Madjid Bouguerra. *«Nous comptons utiliser tous les ressorts possibles pour que l'Algérie ramène la paix, la stabilité et la sécurité au nord du Mali*, a déclaré Abdoulaye Diop, le MAE malien. *L'Algérie représente un partenaire important pour le développement du Mali.»* C'est l'occasion pour Alger de préparer le terrain afin que le gouvernement et les groupes armés du Nord puissent reprendre le dialogue. Selon Ramtane Lamamra, il est important de *«coordonner les capacités et connaissances du terrain en vue de réaliser une action ponctuelle»* d'appui au Mali. Depuis les années 1990, Alger a participé à toutes les négociations qui ont été marquées par un accord en 2006. *«La visite d'IBK à Alger a accéléré cette rencontre, puisqu'il est venu solliciter l'aide de Bouteflika. Ce n'est pas un secret. Au Mali tout le monde espérait une réconciliation*, affirme Mohamed Debih, politologue et spécialiste du Sahel. *Il est certain qu'il y a eu une rupture entre ATT et Bouteflika. Aujourd'hui le Mali s'est doté d'un vrai interlocuteur, je suis convaincu que cette nouvelle donne a rassuré Alger pour se relancer dans le mécanisme complexe de dialogue avec les groupes armés, notamment le MNLA qui s'est rapproché du Burkina, de la France et du Maroc. Mais il n'aura pas le choix, puisque les Maliens se sont engagés.»* En effet, le Mali s'est engagé par deux fois cette semaine.

ENGAGEMENT

La première à travers la déclaration à l'ONU du MAE malien, Abdoulaye Diop a affirmé devant le Conseil de sécurité des Nations unies, l'engagement du gouvernement du Mali à entamer au plus tôt des négociations avec les rebelles du Nord, une «première priorité» pour l'ONU. Tout en réitérant l'engagement du gouvernement du Mali à ouvrir le dialogue : *«Nous espérons que dans les jours à venir nous allons pouvoir aller très vite dans le processus de négociation, avec les bons offices de l'ONU et des pays voisins.»* La deuxième est la récente nomination de Modibo Keïta (l'ancien Premier ministre malien, ndlr) par Bamako, en tant que négociateur en chef pour entamer un dialogue inclusif intermalien. Le Mali veut sortir de la crise et sécuriser les régions du nord du Mali parce que la France «va retirer partiellement ses troupes dans un premier temps. Puis, elle placera une autre mission de contrôle», confie un haut responsable militaire malien. *«Nous devrons contenir toutes les attaques des groupes armés, avec les moyens dont nous disposons, et du soutien des pays voisins. IBK doit donner ce qu'il a promis aux Maliens : la stabilité»*, conclut-il. La 3e session du Comité bilatéral stratégique algéro-malien sur le nord du Mali se tiendra à Bamako au cours du mois de mai prochain. ■

Pourquoi les groupes rebelles se retournent-ils contre Alger ?

Parmi les groupes armés du nord du Mali, certains ont souhaité qu'Alger ne joue plus son rôle de médiateur. En cause : le double jeu de l'Algérie, qui reçoit en catimini des représentants des groupe et n'affiche officiellement aucune position. Depuis deux ans, la discrétion diplomatique d'Alger et son inaction ont irrité les Maliens en général. *«Pendant que les groupes armés du Nord évoluaient sans cesse, l'Algérie, malgré son réseau et son expérience pour contrer le terrorisme, ne manifestait aucun intérêt sur la scène diplomatique, explique une source diplomatique africaine. En coulisses, c'était autre chose. Plusieurs émissaires faisaient le voyage d'Alger à Bamako, en passant par Gao et Kidal pour rencontrer les chefs du MNLA, d'Ançar Eddine. Aujourd'hui encore, sont organisées des rencontres informelles à Alger.»* Mais les divergences entre les groupes ont bloqué les tentatives de dialogue. Selon Imad Mesdoua, analyste politique et spécialiste de l'Afrique, *«la crise malienne a globalement eu lieu à un moment où les institutions politiques algériennes internes étaient elles-mêmes aux prises avec des modifications et des débats – ce qui peut aussi expliquer l'indécision du pays à s'impliquer de manière plus active»*, explique-t-il.

Quelle carte joue le MNLA ?

Celle de la reconnaissance de tous les Maliens alors que sa légitimité, y compris au nord, est de plus en plus contestée. *«L'ennemi du MNLA n'est pas AQMI, encore moins le Mujao, mais le Mali»*, affirme un responsable militaire malien. *«Le MNLA s'ingénie à faire échouer l'accord de Ouaga* (qui prévoit une administration de Kidal par Bamako avec un certain degré d'autonomie, ndlr) *pour ses propres intérêts. Le MNLA veut le contrôle total de Kidal»*, dit-il. L'accord de Ouga *«a été obtenu au forceps»* comme le souligne Bakary Sambe, enseignant et chercheur à l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique (Sénégal). *«Le problème de Kidal est resté intact. Aujourd'hui il y a une confusion entre l'activité des bandes armées cherchant une alternative à l'économie de guerre, de trafics et de rançons et les groupuscules touareg qui se multiplient au fur et à mesure que la représentativité se discute autour d'un conflit devenu une sorte de gagne-pain pour beaucoup.»* Le MNLA continuera à faire pression sur le Mali pour l'autodétermination. *«Le MNLA se retrouve piégé dans l'accord de Ouga, du moins, jusqu'à la prochaine rébellion»* avoue Ibrahim Ag Moussa partisan du MNLA.

Quelle est la véritable influence de Paris ?

«Il n'y a aucun doute sur le fait que les Français voient l'Afrique de l'Ouest francophone comme une zone d'influence, rappelle Imad Mesdoua. *Paris n'a eu de cesse de jouer son rôle de puissance sécurisante. Ce rôle a été amplifié par d'autres pays occidentaux heureux de laisser la France faire le sale travail, reconnaissant ainsi comme légitime son rôle de "policier" de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.»* La France est engagée dans de nombreuses opérations militaires dans la région – sa présence est estimée à 10 000 troupes sur le continent entre les bases militaires et les opérations – même si Serval doit se terminer fin mai. D'un autre côté, le président français, François Hollande, réitère à toutes occasions l'engagement militaire de la France. Pour Harouna Diarra, journaliste malien, *«Hollande espérait faire mieux que Sarkozy en Libye. C'est aussi une manière de nettoyer la région des extrémistes. La France ne lâchera pas le Mali, ne serait-ce que pour l'envergure diplomatique.»*

Quelle est la marge de manœuvre réelle d'IBK ?

Quelques mois à peine après son investiture, le président Ibrahim Boubacar Keita (IBK), s'est retrouvé face aux réalités du nord du Mali ; l'absence d'administration à Kidal, le refus des groupes armés de se rendre, et la récente levée des mandats d'arrêt contre d'anciens chefs rebelles, soupçonnés de rapprochement avec Ançar Eddine et d'AQMI. Tout reste donc à prouver pour le nouveau chef d'État malien. *«IBK ne dispose pas de toutes les cartes pour résoudre les problèmes du Mali, affirme un diplomate malien. Cependant, il a le soutien des pays voisins et surtout celui de la France et la communauté internationale pour mettre en échec toute tentative de déstabilisation du Mali. Grâce à la couverture médiatique de la guerre au Mali, le monde a enfin réalisé le danger omniprésent dans la région subsaharienne»*, précise-t-il. Il lui reste toutefois une arme secrète : Abdelaziz Bouteflika, qui, s'il a débloqué des mécanismes d'aide humanitaire au Mali, peut encore décider d'appuyer son voisin militairement.

Quel est le poids du Burkina Faso ?

Le Burkina Faso joue un rôle important dans les négociations maliennes depuis assez longtemps maintenant (ainsi qu'ailleurs dans la région). *«Je crois qu'il ne fait aucun doute sur le fait que Blaise Compaoré, qui doit faire face à de considérables défis politiques sur la scène nationale, va vouloir utiliser cette "opportunité" qui s'offre à la politique extérieure du pays, pour réaffirmer son image de puissance régionale respectée*, explique Imad Mesdoua. *Le Burkina Faso se prépare actuellement à la prochaine élection présidentielle en 2015 et Compaoré devrait vraisemblablement être candidat à sa propre succession. Le débat à propos d'un référendum en vue de changer la Constitution (le désormais tristement célèbre article 37) a créé d'intenses tensions politiques dans le pays et Compaoré va chercher à exploiter toute opportunité en relations internationales pour réaffirmer son leadership et sa crédibilité.»* Sans surprise, Compaoré bénéficie du *«soutien de la Cédéao, notamment de son président par intérim, le président ghanéen Mahama qui a déclaré que l'organisation considérait le président burkinabé comme "le principal négociateur dans le dossier malien".»*

LIBYE Le pays face à un énorme défi

«La montée de l'extrémisme violent est un énorme défi, d'abord pour la Libye, mais aussi pour ses partenaires internationaux», a déclaré William Burns, secrétaire d'Etat adjoint de la diplomatie américaine, lors d'une conférence de presse animée en marge de sa visite à Tripoli. *«Nous avons discuté du soutien international pour appuyer les efforts de la Libye en vue de réformer le secteur de la sûreté, améliorer la sécurité des frontières, contrôler la prolifération des armes et renforcer l'Etat de droit»*, a-t-il ajouté. Ce dernier a aussi confié avoir parlé *«longuement de la formation de forces de sécurité polyvalentes en Libye et les mesures qui doivent être prises pour accélérer le processus»*.

MALI Le général Amadou Sanogo passible de la peine de mort

«Le juge d'instruction a longuement entendu le général Amadou Sanogo. Il y a désormais une nouvelle inculpation pour complicité d'assassinat dans l'affaire des bérets rouges retrouvés morts», a confié un proche du juge. Le meneur du coup d'Etat militaire de mars 2012, incarcéré depuis fin 2013, ayant plongé le Mali dans le chaos, déjà accusé de *«complicité d'enlèvement»* est passible de la peine de mort. Depuis novembre 2013, M. Sanogo et une vingtaine de ses proches ont été inculpés et incarcérés pour «complicité d'enlèvement, enlèvement et assassinats» dans le cadre d'une enquête sur la disparition de «bérets rouges».

SYRIE Un diplômé d'universités américaines, 2e candidat à la présidentielle (officiel)

Un homme d'affaires syrien, diplômé d'universités américaines et membre de l'opposition de l'intérieur tolérée par le régime, est devenu hier le second candidat à la présidentielle du 3 juin en Syrie. *«Nous annonçons la candidature de Hassan Abdallah Al Nouri au poste de président de la République arabe syrienne afin que les députés puissent (...) exercer leur droit constitutionnel s'ils souhaitent appuyer le candidat»*, a affirmé le président du Parlement syrien, Mohammad Al Lahham, lors d'une séance plénière. Il s'agit du deuxième postulant à la magistrature suprême, après le député ex-communiste Maher Al Hajjar mercredi. Le scrutin, organisé en plein conflit, est qualifié par l'opposition de *«farce»*.

TUNISIE Visite de deux ministres des affaires étrangères

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier, sont arrivés hier en Tunisie pour une visite de deux jours. Cette visite a pour *«objectif d'accompagner ce pays initiateur des printemps arabes, qui a aujourd'hui adopté une Constitution et se trouve sur la voie du redressement économique»*, a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay. Fabius et Steinmeier entendent ainsi *«saluer le cap historique franchi par la Tunisie avec l'adoption de la Constitution, encourager les Tunisiens à persévérer sur la voie du dialogue et du compromis jusqu'à l'organisation d'élections libres et transparentes et réaffirmer le soutien européen»*, souligne la même source.

MAROC Paris réaffirme sa volonté de «dépasser» les tensions avec Rabat

Lors de sa visite au Maroc, le porte-parole du gouvernement français, Stéphane Le Foll, a, à nouveau, exprimé hier la volonté de la France de dépasser les tensions avec Rabat. *«La volonté du gouvernement, et ma présence en est une expression, c'est de dépasser ce qui a été considéré par la France de manière très claire comme un incident regrettable»*, a déclaré M. Le Foll à l'AFP. La relation entre la France et le Maroc a connu une brusque détérioration en février dernier, suite à un dépôt de plaintes à Paris visant le patron du contre-espionnage marocain, Hammouchi, pour *«torture»* et *«complicité de torture»*.



PHOTO : AFP / RÉMY GABALDA

FRANCE

Un homme couvert de faux sang et enveloppé dans du plastique étiqueté avec un code barre, prenait part à une protestation, menée hier par le Mouvement pour la cause de l'animal, contre la surconsommation de viande, la cruauté envers les animaux et pour la fermeture des abattoirs à Toulouse.

PALESTINE Israël suspend les négociations de paix

Après de multiples échecs, les factions rivales palestiniennes (OLP et Hamas) ont annoncé leur réconciliation, unifiant une Palestine jusque-là divisée. Le cabinet de sécurité israélien s'est opposé à cette décision par la tenue, jeudi, d'une réunion prévoyant des mesures de rétorsion et par la suspension des négociations de paix.

Feriel Kolli, Fares Chahine (Ghaza)
@elwatan_weekend

Après avoir qualifi, jeudi matin, l'accord de réconciliation de *«très grave»*, un membre du bureau du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, surenchérit : *«La direction palestinienne* (Organisation de libération palestinienne - OLP - et Autorité nationale palestinienne chapeautées par Mahmoud Abbas, ndlr) *en se liant au Hamas tourne le dos à la paix»*, a-t-il affirmé à l'AFP. Peu avant 16h, la décision est prise : Israël met fin aux pourparlers de paix relancés en juillet 2013 sous l'égide des Etats-Unis, inquiet sur l'avenir des négociations après l'union, mercredi, de l'OLP avec le Hamas, ce dernier étant considéré comme une organisation terroriste par Israël, les Etats-Unis et l'Union européenne. Le matin même, le Conseil de sécurité entame une série de *«discussions urgentes»* portant sur une série de sanctions. L'annonce de la fin de la division a été faite à Ghaza par Ismaïl Haniyeh, chef du gouvernement du Hamas, et Azzam El Ahmad, membre du comité central du Fatah et chef de la délégation arrivée mardi à Ghaza. Le pacte d'unification met fin à la division palestinienne, née du putsch armé qui a permis, en juin 2007, au Hamas de chasser l'Autorité palestinienne, présidée par Mahmoud Abbas, de la bande de Ghaza. Depuis, le mouvement Fatah, principal élément de l'OLP, garde le contrôle de la Cisjordanie et le Hamas gouverne la bande de Ghaza, divisant politiquement et géographiquement la Palestine en deux. Aux termes de cet accord, l'OLP et le Hamas ont convenu de former un gouvernement de *«consensus national»*. Le gouvernement, dirigé par M. Abbas et composé de personnalités indépendantes, sera constitué d'ici cinq semaines et aura pour mission d'organiser des élections législatives et présidentielle dans les six mois qui suivent sa mise en place. L'accord comprend également une recomposition de l'OLP avec l'adhésion du mouvement Hamas et du Djihad islamique. Cette nouvelle alliance avec le Hamas confèrera à Mahmoud Abbas une *«autorité légitime»* dans la bande de Ghaza. A Ramallah, siège de l'Autorité nationale palestinienne, le président Mahmoud Abbas a amorcé, hier, les consultations dans ce sens. Israël a de son côté réagi, dès mercredi, à l'accord en annulant une session de négociations prévue avec ces derniers le soir même : *«Au lieu de s'engager vers la paix avec Israël, il le fait avec le Hamas. Il doit choisir.* (…) *On peut avoir l'un mais pas l'autre.»*

PRUDENCE

M. Abbas a répondu que les négociations avec Israël et la réconciliation palestinienne n'étaient pas contradictoires, affirmant l'engagement des Palestiniens en faveur de la paix sur la base du droit international. Jibril Rajoub, un dirigeant du Fatah, le parti du président Mahmoud Abbas et la principale composante de l'OLP, a déclaré à l'AFP que *«le prochain gouvernement de consensus national proclamera de façon claire et nette qu'il accepte les conditions du quartette»* (Etats-Unis, Russie, UE et ONU) qui exige du Hamas la reconnaissance d'Israël, des accords déjà conclus entre cet Etat et l'OLP, et qu'il renonce à la lutte armée. *«Le Hamas et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) n'ont pas d'autre option que la réconciliation»*, indique, à l'AFP, Naji Chrab, politologue à l'université d'Al Azhar à Ghaza. Et d'ajouter : *«Le président Abou Mazen (surnom de M. Abbas) a compris que les négociations ont échoué et veut renforcer sa position face à la partie israélienne.»* Dans les rues palestiniennes, la population reste calme après l'annonce de l'accord. Quelques groupuscules, des dizaines de jeunes et de femmes, se sont rassemblés pour soutenir l'application de l'accord signé par les *«frères ennemis»*. Oum Abdallah, une femme âgée et mère de six enfants, rencontrée, mercredi dans un supermarché de la ville de Ghaza, a confié à *El Watan* : *«Je n'ai jamais souffert au sein de ma famille comme depuis 2007. Un de mes fils, un ancien officier de l'Autorité palestinienne et son frère, un partisan du mouvement Hamas, sont tout le temps en désaccord. Je suis contente, mais je reste néanmoins prudente. Combien d'accords ont été signés mais n'ont jamais été appliqués ? Ils ont annulé les négociations avec le président Abbas et Dieu seul sait ce qu'ils vont entreprendre pour faire échouer la réconciliation. J'espère de tout mon cœur que cette fois c'est la bonne parce que le peuple ne peut supporter un autre échec.»* Pour Hassan, un habitant de la ville de Ghaza et jeune ingénieur au chômage, la réconciliation est essentielle : *«Israël a tout fait pour diviser les rangs palestiniens parce que c'est dans son intérêt. L'occupant a mis sous blocus la bande de Ghaza depuis juin 2007 sans que la communauté internationale ne réagisse, parce que cette dernière considère le Hamas comme une organisation terroriste. Actuellement, il n'y a pas de travail, les points de passage et les frontières sont fermées. Les jeunes n'ont aucun avenir. La réconciliation consolidera notre position face à Israël et ouvrira certainement de nouvelles perspectives.»* ■

El Watan MAG
Vendredi 25 avril 2014

NEWS



Traduire Khadra pour un lectorat **arabophone**

Le roman Ce que le jour doit à la nuit, *de Yasmina Khadra, vient de paraître dans sa version traduite en langue arabe par l écrivain et traducteur Mohamed Sari, aux éditions Sedia. En 2011, le roman a été adapté au cinéma par le réalisateur français Alexandre Arcady.*



Sofia Djama à **Cannes**

Bonne nouvelle pour la réalisatrice Sofia Djama dont le futur projet de long métrage a été sélectionné à la maison des scénaristes à Cannes.





Fella **refoulée** de Carthage

La 5e édition du Festival de Carthage à Tunis, qui célèbre cette année le Jubilé d'or, verra défiler plusieurs stars de la chanson issues du monde arabe. Cependant, Fella Ababssa ne sera pas de la partie.
En effet, la direction du festival a rejeté la candidature de la chanteuse algérienne, car elle n'est pas conforme aux critères exigés des stars conviées à cette édition, selon une source du festival.



Un **documentaire** sur Ben Bella en Charente-Martime

Le destin de celui qui allait devenir le premier président de la République algérienne démocratique et populaire, Ahmed Ben Bella, est passé par l' île d'Aix. En effet, dans le cadre de la réalisation d un documentaire sur six chefs historiques du Front de libération nationale, plusieurs sites de Charente-Maritime seront utilisés comme décor pour cette trame historique.

Lotfi **clash** Sellal dans une chanson

Bencheikh El Hocine Sami, directeur de l'Office national des droits d'auteur, a appelé Abdelmalek Sellal à porter plainte contre le rappeur algérien Lotfi Double Kanon afin de pouvoir prendre les mesures adéquates contre le rappeur pour sa chanson qui porte atteinte à l'ancien Premier ministre. Le titre de la chanson est Klash Wazir.



Arslane Bestaoui emmène ses **clichés** à Toulon !

Le photographe Arslane Bestaoui sera présent à la 4e édition du Festival de photographie méditerranéenne, où l'Italie sera à l honneur. Une participation importante puisque Arslane exposera Les femmes de Sidi El Houari réalisée grâce à la bourse du World Press Photo pour le Maghreb. Le festival aura lieu à Sanary-sur-Mer, île de Bendor et l'hôtel des Arts de Toulon, du 22 mai au 15 juin prochains.

PHOTOS : D.R.





Mon père, ce héros

La Graine et le mulet

Abdellatif Kéchiche, 2007

VENDREDI 25 AVRIL. Mascara. A 17h30.
Il n'y a pas de fumée sans feu, c'est bien connu. Lorsque le père Beiji, soixantaine avancée, se retrouve plus ou moins dans de beaux draps professionnels, lorsqu'il a l'idée de s'embarquer dans une nouvelle galère, lorsqu'il constate avec amertume que sa progéniture n'est composée que de «jean-foutre», tout part en vrille. Chacun a ses raisons dans ce monde pourri, mais difficile d'en trouver de l'humanité. Alors faut courir dans tous les sens. Beiji, lui, choisit d'aller à l'essentiel, de filer tout droit, à la recherche d'un hypothétique eldorado. Et c'est là que Kéchiche intervient. Cinéaste du détail, du temps qui s'étire, des anecdotes, Abdellatif Kéchiche prend sa caméra, un vieux récit, place dans la foulée quelques clins d'œil à son père, et dessine 150 minutes d'instantanéité du présent. Le spectateur aura cette sensation de croire que sans lui, sans sa présence, le film ne pourra se faire, ne pourra défiler sur l'écran. Magique intention, procédure hautement subtile et filmage, finalement, tout en délicatesse. *La Graine et le mulet*, c'est l'enregistrement sans fioriture d'un réel réinventé. Et cela, Kéchiche réussit à capter par ces petites choses qui deviennent héroïques alors qu'elles n'ont rien de transcendantes, excepté qu'elles font partie intégrante de notre quotidien. Au jardin Pasteur

Samir Ardjoum

FILMS	CINÉ	SÉANCES
L'Emir Abdelkader, de Salem Brahimi et *Cartouches gauloises*, de Mehdi Charef	Alger. Cinémathèque	Samedi 26, à 13h30 et 16h30
L'incompris, de Luigi Comencini et *L'Emir Abdelkader*, de Salem Brahimi	Alger. Cinémathèque	Dimanche 27, à 13h30 et 16h30
L'Emir Abdelkader, de Salem Brahimi et *L'incompris*, de Luigi Comencini	Alger. Cinémathèque	Lundi 28, à 13h30 et 16h30
Les Goonies, de Richard Donner et *L'Emir Abdelkader*, de Salem Brahimi	Alger. Cinémathèque	Mardi 29, à 13h30 et 16h30
L'Emir Abdelkader, de Salem Brahimi et *Les Goonies*, de Richard Donner	Alger. Cinémathèque	Mercredi 30, à 13h30 et 16h30
A propos d'Ely, de Ashgar Farhani et *Les enfants du ciel*, de Madjid Madjidi	Béjaïa. Cinémathèque	Samedi 26, à 14h et 17h
Une séparation, de Ashgar Farhadi et *Terre et cendres*, de Atik Rahimi	Béjaïa. Cinémathèque	Dimanche 27, à 14h et 17h
La fête du feu, de Ashgar Farhadi et *Le goût de la cerise*, de Abbas Kiarostami	Béjaïa. Cinémathèque	Lundi 28, à 14h et 17h
Sokout, de Mohsen Makhmalbaf et *Le tableau noir*, de Samira Makhmalbaf	Béjaïa. Cinémathèque	Mardi 29, à 14h et 17h
Braveheart, de Mel Gibson et *Le goût de la cerise*, de Abbas Kiarostami	Béjaïa. Cinémathèque	Mercredi 30, à 14h et 17h
Hollow Man l'homme sans ombre, de Paul Verhoeven et *Shooter*, de Antoine Fuqua	Blida. Cinémathèque	Samedi 26, à 14h et 17h
Shooter, de Antoine Fuqua et *Mangala la fille des Indes*, de Mehboob Khan	Blida. Cinémathèque	Dimanche 27, à 14h et 17h
Mangala la fille des Indes, de Mehboob Khan et *Mother India*, de Mehboob Khan	Blida. Cinémathèque	Lundi 28, à 14h et 17h
Mother India, de Mehboob Khan et *Kingdom of heaven*, de Ridley Scott	Blida. Cinémathèque	Mardi 29, à 14h et 17h
Kingdom of heaven, de Ridley Scott et *Le jour ou la terre s'arrêta*, de Scott Derrickson	Blida. Cinémathèque	Mercredi 30, à 14h et 17h
Parfum d'Alger, de Rachid Benhadj et *Django Unchained*, de Quentin Tarentino	Oran. Cinémathèque	Samedi 26, à 14h et 17h
Django Unchained, de Quentin Tarentino et *Parfum d'Alger*, de Rachid Benhadj	Oran. Cinémathèque	Dimanche 27, à 14h et 17h
Parfum d'Alger, de Rachid Benhadj et *L'Opium et le bâton*, de Ahmed Rachedi	Oran. Cinémathèque	Lundi 28, à 14h et 17h
Galilée ou l'amour de Dieu, de Jean-Daniel Verhaeghe et *Parfum d'Alger*, de Rachid Benhadj	Oran. Cinémathèque	Mardi 29, à 14h et 17h
Parfum d'Alger, de Rachid Benhadj et *Le dernier des Mohicans*, de Michael Mann	Oran. Cinémathèque	Mercredi 30, à 14h et 17h
La Bataille d'Alger, de Gillo Pontecorvo et *La question*, de Laurent Heynemann	Souk Ahras. Cinémathèque	Samedi 26, à 14h et 17h
La mouche, de David Cronenberg et *Alien, le 8e passager*, de Ridley Scott	Souk Ahras. Cinémathèque	Dimanche 27, à 14h et 17h
Alien, le 8e passager, de Ridley Scott et *La mouche*, de David Cronenberg	Souk Ahras. Cinémathèque	Lundi 28, à 14h et 17h
L'industriale, de Giuliano Montaldo et *La question*, de Laurent Heynemann	Souk Ahras. Cinémathèque	Mardi 29, à 14h et 17h
La mouche, de David Cronenberg et *La Bataille d'Alger*, de Gillo Pontecorvo	Souk Ahras. Cinémathèque	Mercredi 30, à 14h et 17h
La question, de Laurent Heynemann et *Pleasantville*, de Gary Ross	Bechar. Cinémathèque	Samedi 26, à 14h et 17h

VENDREDI 25

MUSIQUE

ALGER. A partir de 20h. Jeudi et vendredi. «Karaoké night». Retrouvez des soirées karaoké animées par El Hadi. Au restaurant le Grial. Villa n°3, Val d'Hydra. Réservations : 0770.701.616.

ALGER. A partir de 21h. Soirée Flamenco Salsa. Au restaurant Havana. Centre commercial Bab Ezzouar. Tél. : 0553.577.140.

ALGER. A partir de 22h. Clubbing R-One and Friends. Au Crystal Lounge de l'hôtel Hilton. Les Pins Maritimes, Mohammadia. Tél. : 0560.001.115.

TLEMCEN. A partir de 18h. Concert de la musique andalouse. Au centre de recherche de musique andalouse.

FESTIVALS

BLIDA. Jusqu'au 2 mai. La 10e édition des Journées du hawzi. A la salle des conférences de la wilaya de Blida.

SIDI BEL ABBES. Jusqu'au 1er mai. La 8e édition du théâtre professionnel. Au théâtre régional. Place du 1er Novembre 1954. Tél. : 048.547.038.

ENFANTS

ALGER. A 10h. Représentation *La ceinture en or*, de l'association Ouyoun d'Alger. A la salle El Mougar. 2, rue Asselah Hocine. Tél. : 021.736.193.

ALGER. A 15h. Représentation *La ceinture en or*, de l'association Ouyoun d'Alger. A la salle Atlas. 27, rue Mohamed Seghir Saâdaoui, Bab El Oued. Tél. : 021.961.147.

TIPASA. A 14h. Représentation théâtrale *Rafikou*, de l'association El masrah essaghir de Blida. Au complexe culturel Abdelouaheb Salim. Chenoua.

ATELIER

ALGER. «Formation en photographie» est une formation où vous allez apprendre à faire des photographies professionnelles dans les domaines de la mode, du portrait, de la création, de la publicité et de la presse. A l'école d'art Artissimo. 28, rue Didouche Mourad. Métro Khelifa Boukhalfa. Tél. : 021.64.38.89.

THEATRE

TIZI OUZOU. Représentation de la pièce théâtrale *Hrayer.com* du théâtre régional d'Oum El Bouaghi. Au théâtre régional Kateb Yacine. Avenue Larbi Ben M'hidi. Tél. : 026.222.358.

SAMEDI 26

MUSIQUE

ALGER. A partir de 21h. Soirée Salsa Calienté avec Pedro Salsa. Au Black Pearl de l'hôtel Emir. 33, rue Tella Ahcène, route de Dély Ibrahim, Chéraga. Tél. : 021.361.344. Ou : 0557.098.107.

ALGER. A partir de 20h. Soirée Zumba. Au restaurant le Grial. Villa n°3, Val d'Hydra. Réservations : 0770.701.616.

ALGER. A partir de 21h. Clubbing Fabulous Party avec DJ R-one. Au Crystal Lounge de l'hôtel Hilton. Les Pins Maritimes, Mohammadia. Tél. : 0560.001.115.

TIZI OUZOU. A partir de 19h30. Concert du maestro russe Guerassim Voronkov. Au théâtre régional Kateb Yacine. Avenue Larbi Ben M'hidi. Tél. : 026.222.358.

CONSTANTINE. A partir de 18h. Concert de Folk-Rock avec Les Shoepolishers. A l'Institut français. 1, boulevard de l'Indépendance. Tél. : 031.912.591.

SPECTACLES

BEJAIA. A 15h. Spectacle de rue collectif. A la Brise de mer.

FESTIVALS

BLIDA. Jusqu'au 2 mai. La 10e édition des Journées du hawzi. A la salle de conférence de la wilaya de Blida.

SIDI BEL ABBES. Jusqu'au 1er mai. La 8e édition du théâtre professionnel. Au théâtre régional. Place du 1er Novembre 1954. Tél. : 048.547.038.

ATELIERS

ALGER. A 9h30. Atelier «Découverte de calligraphie» avec Redha Khouane Calligraphy. A La Bulle artistique. 119, chemin de la Madeleine, Grp 49, lotissements Boursas, Hydra. Tél. : 0550.195.591.

ALGER. Tous les samedis matin. Atelier de photographie pour les enfants de 6 ans et plus. A l'atelier Art'landz. 13, rue Paul Langevain, El Mouradia. Pour plus d'informations : 0792.240.243.

ALGER. «Formation en photographie» est une formation où vous allez apprendre à faire des photographies professionnelles dans les domaines de la mode, du portrait, de la création, de la publicité et de la presse. A l'école d'art Artissimo. 28, rue Didouche Mourad. Métro Khelifa Boukhalfa. Tél. : 021.64.38.89.

VENTE-DEDICACE

ALGER. A 14h30. Vente-dédicace avec l'écrivaine Latifa El Hassar-Zeghari, autour de son livre *Fes, ma mémoire*, paru aux éditions Juba. A La librairie internationale Oméga, sise à l'hôtel El Aurassi. Les Tagarins.

ALGER. A 14h. Vente-dédicace de l'écrivain Khaled Naili, autour de son ouvrage *La mer nous emportera*, paru aux éditions Dar El Othmania. A la librairie Mouloud Feraoun. Hussein Dey.

RENCONTRE

ALGER. A partir de 10h. Journée nettoyage de La Casbah «Pour une Casbah propre».

ALGER. A 16h30. Conférence «Sciences humaines et ingénieurs», animée par Denis Lemaître, professeur agrégé de lettres modernes, docteur et HDR en sciences de l'éducation. A l'Institut français. 7, rue Hassani Issad. Tél. : 021.737.820.

ORAN. A partir de 8h. Récolte de sang «Donnez votre sang». Au centre de transfusion sanguine de l'hôpital EHU 1er Novembre USTO.

ORAN. A 16h. Conférence «Comment vaincre le pessimisme», animée par l'écrivain Jean-Claude Guillebaud. Au centre Pierre Claverie.

ORAN. A 10h. La 3e édition du rassemblement littéraire, par l'association Bel Horizon. A la promenade Ibn Badis (ex-De Létang).

THEATRE

TLEMCEN. A 18h. Représentation de la pièce de théâtre *Comme si j'étais à côté de vous*, mise en scène par Dominique Lurcel. A l'Institut français. 1, rue Commandant Djeber. Tél. : 043.261.715.

DIMANCHE 27

MUSIQUE

ALGER. A partir de 21h. Clubbing Happy Crystal. Au Crystal Lounge de l'hôtel



Alger cél… Jean-Chri…

LUNDI 28. Alger. A 19h. A… internationale du jazz, de… pour le rayonnement cul… Feth (OREF), l'ensemble… «Nights in Tunisia». Ce p… musique et du chant arab… actuel. L'art des maqâms… riches progressions harm… compositeur et chef d'or… dix ans le patrimoine des… Zeydoun. Billetterie : 500…



Hilton. Les Pins Maritimes, Mohammadia.
Tél. : 0560.001.115.

ALGER. De 18h à 20h. Karaoké show Happy Hour. Au Stresa Pub de l'hôtel Sofitel. Hamma Guarden. Rue Hassiba Ben Bouali.

FESTIVALS

ALGER. Jusqu'au 1er mai. Le Festival culturel des arts et des cultures populaires de la wilaya d'Alger. 2, rue Asselah Hocine.
Tél. : 021.736.193.

BLIDA. Jusqu'au 2 mai. La 10e édition des Journées du hawzi. A la salle de conférences de la wilaya de Blida.

SIDI BEL ABBES. Jusqu'au 1er mai. La 8e édition du théâtre professionnel. Au théâtre régional. Place du 1er Novembre 1954.
Tél. : 048.547.038.

ATELIER

ALGER. «Formation en photographie» est une formation où vous allez apprendre à faire des photographies professionnelles dans les domaines de la mode, du portrait, de la création, de la publicité et de la presse. A l'école d'art Artissimo. 28, rue Didouche Mourad. Métro Khelifa Boukhalfa.
Tél. : 021.64.38.89.

THEATRE

SETIF. Représentation de la pièce théâtrale *Hrayer.com* du théâtre régional d'Oum El Bouaghi. A la direction de la culture.
Tél. : 036.845.827.

LUNDI 28

MUSIQUE

ALGER. A partir de 19h. Célébration de la Journée inrnationale du jazz. A la salle Ibn Zeydoun. Office Riadh El Feth, El Madania.
Tél. : 021.652.570.

ALGER. A partir de 20h. Soirée Salsa Calienté. Au restaurant le Grial. Villa n°3, Val d'Hydra. Réservations : 0770.701.616.

ALGER. A partir de 21h. Soirée Karaoké Happy Hour. Au Crystal Lounge de l'hôtel Hilton. Les Pins Maritimes, Mohammadia.
Tél. : 0560.001.115.

ALGER. De 18h à 20h. Karaoké show Happy Hour. Au Stresa Pub de l'hôtel Sofitel. Hamma Guarden. Rue Hassiba Ben Bouali.

FESTIVALS

ALGER. Jusqu'au 1er mai. Le Festival culturel des arts et des cultures populaires de la wilaya d'Alger. 2, rue Asselah Hocine.
Tél. : 021.736.193.

BLIDA. Jusqu'au 2 mai. La 10e édition des Journées du hawzi. A la salle de conférences de la wilaya de Blida.

SIDI BEL ABBES. Jusqu'au 1er mai. La 8e édition du théâtre professionnel. Au théâtre régional. Place du 1er Novembre 1954.
Tél. : 048.547.038.

ATELIER

ALGER. «Formation en photographie» est une formation où vous allez apprendre à faire des photographies professionnelles dans les domaines de la mode, du portrait, de la création, de la publicité et de la presse. A l'école d'art Artissimo. 28, rue Didouche Mourad. Métro Khelifa Boukhalfa.
Tél. : 021.64.38.89.

RENCONTRE

CONSTANTINE. A 17h. Conférence «Comment vaincre le pessimisme», animée par l'écrivain Jean-Claude Guillebaud. A l'Institut français. 1, boulevard de l'Indépendance.
Tél. : 031.912.591.

THEATRE

BATNA. Représentation de la pièce théâtrale *Hrayer.com* du théâtre régional d'Oum El Bouaghi. Au théâtre régional. 2, rue Mohamed Salah Ben Abbès. Tél. : 033.802.080.

MARDI 29

MUSIQUE

ALGER. A partir de 21h. Soirée Ladies Night. Au Crystal Lounge. Les Pins Maritimes, Mohammadia. Plus d'infos au : 0560.001.115.

ALGER. De 18h à 20h. Karaoké show Happy Hour. Au Stresa Pub de l'hôtel Sofitel. Hamma Guarden. Rue Hassiba Ben Bouali.

SPECTACLES

ALGER. A 19h30. Spectacle de danse avec Songook Yaakar «Affronter l'espoir». A la salle Ibn Khaldoun. 12, rue Docteur Saâdane.
Tél. : 023.403.022.

FESTIVALS

ALGER. Jusqu'au 1er mai. Le Festival culturel des arts et des cultures populaires de la wilaya d'Alger. 2, rue Asselah Hocine.
Tél. : 021.736.193.

BLIDA. Jusqu'au 2 mai. La 10e édition des Journées du hawzi. A la salle de conférences de la wilaya de Blida.

Redécouvrez les plats de nos régions

ALGER. Jusqu'au 30. Dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine, découvrez les Journées de la gastronomie et de l'art de la table algérienne. Au palais de la culture Moufdi Zakaria. Plateau des Anassers. Tél. : 021.291.010.

PHOTOS : D. R.

SIDI BEL ABBES. Jusqu'au 1er mai. La 8e édition du théâtre professionnel. Au théâtre régional. Place du 1er Novembre 1954.
Tél. : 048.547.038.

ATELIER

ALGER. «Formation en photographie» est une formation où vous allez apprendre à faire des photographies professionnelles dans les domaines de la mode, du portrait, de la création, de la publicité et de la presse. A l'école d'art Artissimo. 28, rue Didouche Mourad. Métro Khelifa Boukhalfa.
Tél. : 021.64.38.89.

THEATRE

BATNA. Représentation de la pièce théâtrale *Hrayer.com* du théâtre régional d'Oum El Bouaghi. Au théâtre régional. 2, rue Mohamed Salah Ben Abbès.
Tél. : 033.802.080.

MERCREDI 30

MUSIQUE

ALGER. A partir de 19h. Salsa Bachata Kizamba Party avec Pedro Salsa. Au café restaurant L'escalier des artistes. 3, rue Didouche Mourad.
Tél. : 0559.933.743.

ALGER. De 18h à 20h. Karaoké show Happy Hour. Au Stresa Pub de l'hôtel Sofitel. Hamma Guarden. Rue Hassiba Ben Bouali.

FESTIVALS

ALGER. Jusqu'au 1er mai. Le Festival culturel des arts et des cultures populaires de la wilaya d'Alger. 2, rue Asselah Hocine.
Tél. : 021.736.193.

ALGER. ORAN. Jusqu'au 3 mai. La 2e saison du Festival international du rire d'Algérie «Algé'Rire».

BLIDA. Jusqu'au 2 mai. La 10e édition des Journées du hawzi. A la salle de conférences de la wilaya de Blida.

SIDI BEL ABBES. Jusqu'au 1er mai. La 8e édition du théâtre professionnel. Au théâtre régional. Place du 1er Novembre 1954. Tél. : 048.547.038.

ATELIER

ALGER. «Formation en photographie» est une formation où vous allez apprendre à faire des photographies professionnelles dans les domaines de la mode, du portrait, de la création, de la publicité et de la presse. A l'école d'art Artissimo. 28, rue Didouche Mourad. Métro Khelifa Boukhalfa.
Tél. : 021.64.38.89.

RENCONTRE

ALGER. A 17H. Conférence-débat avec le professeur Abdelhak Lamiri. A l'hôtel Sofitel. Hamma Garden.

THEATRE

KHENCHLA. Représentation de la pièce théâtrale *Hrayer.com* du théâtre régional d'Oum El Bouaghi. A la Maison de la culture.
Tél. : 032.319.365.

JEUDI 1er

MUSIQUE

ALGER. De 18h à 20h. Karaoké show Happy Hour. Au Stresa Pub de l'hôtel Sofitel. Hamma Guarden. Rue Hassiba Ben Bouali.

ALGER. A partir de 20h. Concert avec Christophe Mae. A la Coupole .

BEJAIA. A partir de 8h. Pool Party II à l'auberge Thais. Route nationale n° 24, Tighremt.
Tél. : 0557.321.427.

ORAN. A partir de 23h. Soirée Live Sessions avec DJ Risss & Dj Lionel. A L'Atmosphère Club de l'hôtel Sheraton. Route desFalaises, avenue Djellat Habib. Tél. : 041.590.100.

BOUSAADA. Jusqu'au 3. Week-end électronique avec Dj Ramzus. A l'hôtel Caïd.

SPECTACLES

ORAN. Sortie randonnée en ville avec un parcours artistique et urbain polyvalent.

FESTIVALS

ALGER. Jusqu'au 1er mai. Le Festival culturel des arts et des cultures populaires de la wilaya d'Alger. 2, rue Asselah Hocine. Tél. : 021.736.193.

ALGER. ORAN. Jusqu'au 3 mai. La 2e saison du Festival international du rire d'Algérie «Algé'Rire».

BLIDA. Jusqu'au 2 mai. La 10e édition des Journées du hawzi. A la salle de conférences de la wilaya de Blida.

SIDI BEL ABBES. Jusqu'au 1er mai. La 8e édition du théâtre professionnel. Au théâtre régional. Place du 1er Novembre 1954.
Tél. : 048.547.038.

ATELIER

ALGER. «Formation en photographie» est une formation où vous allez apprendre à faire des photographies professionnelles dans les domaines de la mode, du portrait, de la création, de la publicité et de la presse. A l'école d'art Artissimo. 28, rue Didouche Mourad. Métro Khelifa Boukhalfa.
Tél. : 021.64.38.89.

RENCONTRE

TIZI OUZOU. A partir de 10h. Journée en robe kabyle. A la place des Oliviers.

EXPOS

ARTISANAT. Tipasa. Jusqu'au 30. Exposition d'artisanat et mariage traditionnel. Au complexe culturel Abdelouaheb Salim. Chenoua.

DESIGN. Annaba. Jusqu'au 30. Exposition «Les arts de la table, design et savoir-faire traditionnel». A l'hôtel Seybouse International. 1, boulevard du 1er Novembre 1954. Tél. : 038.862.426.

DESIGN. Oran. Jusqu'au 30. Exposition «Picturie Générale II». A l'Institut français. 1, boulevard de l'Indépendance.
Tél. : 031.912.591.

PEINTURE. Alger. Jusqu'au 3 mai. Exposition «Alger la Blanche et sa Casbah», de Abderrahmane Kahlane. A la galerie Baya. Palais de la culture Moufdi Zakaria. Plateau des Anassers.
Tél. : 021.291.010.

PEINTURE. Alger. Jusqu'au 6 mai. Exposition de l'artiste Bouhali Salim. A la galerie d'art Asselah Hocine. 39, rue Asselah Hocine.

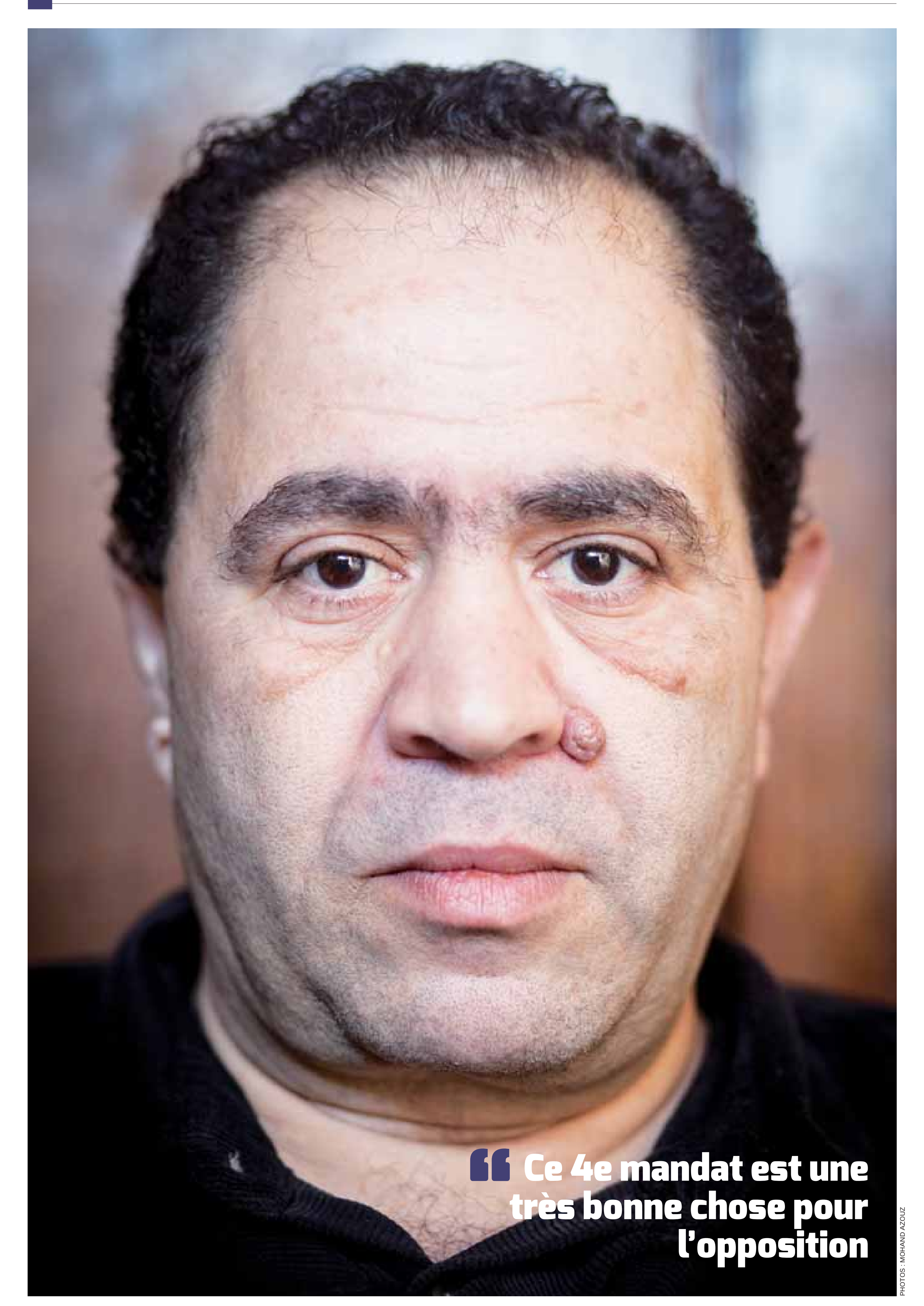
PHOTOS. Alger. Jusqu'au 10 juillet. Exposition «El moujahidate, nos héroïnes», de la photographe franco-algérienne Nadja Saïd Makhlouf. Au Musée national d'art moderne et contemporain. Rue Larbi Ben M'hidi.
Tél. : 021.302.130.

Envoyez vos rendez-vous à Ryma Maria Benyakoub
hfaten@elwatan.com



...èbre le jazz avec ...stophe Cholet

...l'occasion de la célébration de la Journée ...écrétée par l'Unesco en 2011, l'Agence algérienne ...turel présente, en partenariat avec l'Office Riad El ...Diagonale de Jean-Christophe Cholet et son spectacle ...rojet propose de réunir sur scène le raffinement de la ...be combiné avec la braise ardente des rythmes du jazz ...(essence modale de la musique arabe) associé à de ...noniques. L'ensemble Diagonal, porté par le pianiste, ...chestre Jean-Christophe Cholet, explore depuis plus de ...s musiques populaires d'ici et d'ailleurs. A la salle Ibn ...DA.



« Ce 4e mandat est une très bonne chose pour l'opposition

PHOTOS : MOHAND AZOUZ

La vie après le 18

Abdelaziz Bouteflika pour cinq ans de plus, ils feront avec. Mieux, ils s'en réjouissent, car ils voient dans l'obstination du système à se maintenir le début de la fin. Paroles de militants.

Mélanie Matarese
@melalger

RACHID MALAOUI. Président du Snapap

Une quatrième réélection à plus de 80% des voix ? Il en faut plus pour déstabiliser Rachid Malaoui. *«Le jour du scrutin, je suis parti à la pêche !*, confie, imperturbable, le seul et unique président du Snapap, syndicat autonome de la Fonction publique. *La Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA) s'est réunie fin mars, pendant la campagne ! Nous avons aussi organisé un séminaire avec la Ligue des droits de l'homme et un sit-in pour défendre les travailleurs de Lafarge en grève de la faim. Bref, nous avons continué nos activités le plus normalement du monde, car nous savions tous que ce n'était pas une élection. On attendait qu'elle se passe parce qu'on savait que les choses allaient bouger après le scrutin.»* Pour lui, tous ceux qui pensaient que l'élection pouvait être compromise avant le 17 *«n'ont rien compris au système algérien»*. Et ça ne fait aucun doute à ses yeux : ce 4e mandat est *«une très bonne pour l'opposition»*. Des signes montrent qu'elle est en train de tirer les leçons de 2011 : *«Les partis politiques ont pensé qu'ils pourraient changer le système de l'intérieur pour protéger le pays. Maintenant, ils ont compris que ce n'était pas possible.»* Rachid Malaoui en est persuadé : l'environnement leur est *«favorable pour résister»*, une nouvelle ère commence et il en prend pour preuve le comportement du *«peuple qui n'a plus peur»*. *«On sait que 80% des gens ne sont pas allés voter malgré la campagne menée par le pouvoir et ses médias. Certains ont aussi perturbé les meetings des pro-Bouteflika. Ils ont manifesté en Kabylie et même à Alger !»* A côté des partis politiques, un autre front est en train de se constituer : celui de la société civile. Avec plusieurs associations, le Snapap appelle à la formation d'un mouvement pour le changement. *«Nous allons former un bloc, un interlocuteur commun avec lequel le régime sera obligé de négocier –et pas discuter comme il l'a fait en 2011– pour céder un minimum syndical. Tout le monde a compris qu'il est impossible de changer le pouvoir seul et qu'il faut s'unir.»* ■



NASSIMA GUETTAL. Militante Barakat

« La victoire appartient aux plus déterminés, pas aux plus forts

«Contrairement aux bactéries qui mutent pour s'adapter aux antibiotiques, le pouvoir, face à une société qui évolue, n'a pas changé ses méthodes. On le voit, il est en train de passer à un autre stade de violence et ça, c'est un très bon signe !» Nassima Guettal, 30 ans, militante Barakat et Agir (association de formation à la citoyenneté) –mais elle est aussi passée par le Snapap, la Ligue de droits de l'homme, le Mjic– se dit *«plus déterminée que jamais»*. *«Avant, chaque mouvement était cassé par des dissidences, des mouvements-bis, mais s'il y a dix ans, nous étions encore sous le choc de la décennie noire et cassés par la répression, cette fois-ci, c'est différent»*, explique la jeune femme, originaire de Beni Ouartilane, qui, en 2001, comptait parmi les rares lycéennes à manifester. *«Il y a plus d'associations, plus de médias, et les réseaux sociaux ont explosé*, constate l'ingénieure en informatique, administratrice de réseaux à la radio. *Tout montre que viendra le jour où les gens diront : "Barakat !" Et la victoire appartient aux plus déterminés, pas aux plus forts»*. ■



HALIM FEDDAL. SG de l'Association nationale de lutte contre la corruption

« Avec nous, ils n'auront pas la vie facile

«Bien sûr, cette situation est pénible. Nous sommes devenus la risée du monde. Malgré tout, je reste optimiste.» Halim Feddal, 51 ans, ingénieur en génie civil, compte sur *«la fraude, la corruption, la mauvaise gouvernance, le sectarisme, tous ces germes que le système porte en lui et qui garantissent son anéantissement»*. En attendant, il milite, à Chlef, au sein de l'Association nationale de lutte contre la corruption, dont il est secrétaire général et, avec d'autres *«citoyens»*, travaille à la formation d'un groupe dont la mission sera d'élaborer une charte pour la transition, une feuille de route pour *«déterminer les règles du jeu»*. *«La décennie noire nous a beaucoup appris. On a compris que la force ne servait à rien. La société a mûri. Parce que le pouvoir joue sur la division, nous devons nous rassembler autour de revendications politiques et pas seulement conjoncturelles.»* Halim n'a pas le sourire facile, mais son regard se fait espiègle quand il promet : *«Avec nous, ils n'auront pas la vie facile.»* ■



YOUNÈS MERABET. Fondateur du Clacc et membre de Fakak'art

« C'est par la culture que l'on peut faire changer les choses

«A la différence de la guerre de Libération, où les Algériens étaient illettrés mais conscients, aujourd'hui, ils sont lettrés mais inconscients. C'est le pouvoir qui a voulu ça.» Du coup, Younès Merabet, 28 ans, comédien de théâtre, qui touche aussi à l'écriture et à la mise en scène, croit davantage *«au réveil du peuple»* qu'à l'action des partis politiques. Et de citer en exemple, d'un air désabusé, le FFS *«dont le président est le même depuis 1963»*. Les associations ? *«Elles ont beaucoup de volonté mais manquent encore d'expérience. On voit davantage de gens qui revendiquent quelque chose à un moment donné que des militants qui s'inscrivent dans la durée.»* Sympathisant Barakat, ex-membre de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie à Oran, fondateur du Clacc et membre de Fakak'art, deux collectifs d'artistes, il pense d'ailleurs que la culture est plus efficace que la politique dans les messages qu'elle délivre. *«Aujourd'hui, les jeunes connaissent par cœur les paroles des chansons de groupes engagés comme Democratoz !»* ■

Candidat cherche styliste

Le vote, c'est l'un des temps forts de la vie d'un homme politique. Qui obéit à des codes. Vestimentaires par exemple.* El Watan Week-end *a taillé un costume aux candidats

Neila Latrous et Salsabil Chellali
@elwatan_weekend



Dans la famille Bouteflika, on se coiffe raie à gauche, mèche à droite

PHOTO : H. LYES

LES BOTTINES DU PRÉSIDENT

Il a fait chaud le 17 avril. Pas rare de croiser dans les bureaux de vote des filles en sandale. Ou dans la rue, des jeunes en tong. A El Biar, c'est un détail que personne ne remarque lorsque Abdelaziz Bouteflika arrive pour voter un peu après 10h : le candidat porte des bottines. Sans lacets. Rehaussées de talonnettes. Manifestement inadaptées à la saison. Des chaussures médicales, explique un médecin rééducateur : *«La bottine orthopédique permet de maintenir la jambe à la perpendiculaire. Elle est recommandée en période de convalescence.»*

LE SECRET DE L'OURLET

Le code de la mode repose sur deux règles fondamentales (pour les hommes, du moins) : ne pas mélanger chaussettes et sandales, et savoir faire un ourlet. Un précepte méconnu de Moussa Touati et Saïd Bouteflika qui le 17 avril portaient des pantalons trop longs. Effet accordéon garanti ! Le bas traîne par terre. Pratique pour ramasser les poussières, mais un balai est bien plus pratique pour ce genre de tâche. Le secret d'un bon ourlet, c'est de tomber pile avec l'arrière de la chaussure.

LE SECRET DE L'OURLET (BIS)

Le secret d'un bon ourlet, c'est de tomber pile avec l'arrière de la chaussure ? Qui a dit ça ? Nous ? Précision : cette règle s'impose lorsque votre activité vous impose d'être souvent debout. Auquel cas, nous ne saurions trop vous conseiller de porter de jolies chaussettes, de couleur, puisque quand vous serez assis, le bas du pantalon remontera irrémédiablement pour laisser transparaître vos chevilles. Corollaire : si vous êtes plus souvent assis que debout, l'ourlet doit être adapté à votre position. Sinon, le pantalon remonte au niveau des mollets. Comme Abdelaziz Bouteflika.

LE FAUX RACCORD

Costume bleu gris, chemise bleu clair, cravate bleu marine… Moussa Touati aurait pu être au top de la mode si l'esprit camaïeu avait été respecté jusqu'au bout. Le candidat a tout gâché avec ses derbies à boucle marron de la même couleur que sa ceinture. Assortir chaussures et ceinture est recommandé lorsque l'on maîtrise la concordance des tons. Ce n'est pas le cas de Moussa Touati.

LE COSTUME À RAYURES

En 2014, la rayure se porte de deux façons : en marinière, ou elle ne se porte pas. Ce qui fait qu'en réalité, elle ne se porte que d'une seule façon. Le mix costume à grosses rayures craie, pantalon ample et chaussure italienne à bout pointu de Saïd Bouteflika, nous renvoie directement au début des années 1990. Dans son livre *L'Etoffe du diable*, l'historien français Michel Pastoureau rappelle que la rayure était considérée comme maléfique au Moyen-Âge, raison pour laquelle elle était réservée aux marginaux. La rayure verticale allonge la silhouette. Camoufle les défauts. Au cinéma, cela renvoie à l'image du mafieux. Version Michael Corleone dans *Le Parrain*. En trois pièces, comme Saïd.

L'ART DE LA CRAVATE

Pas trop longue, pas trop courte, pas trop large, pas trop fine, pas monotone, pas chargée : le choix de la cravate, c'est avant tout une question de dosage. Le guide de la mode préconise une largeur de 6 à 9 centimètres. Elle doit tomber avec la ceinture. Ainsi, le jury d'*El Watan Wee-kend* accorde un 10/10 à Ali Benflis. Abdelaziz Bouteflika, lui, évite le faux pas en rentrant sa cravate dans le veston. Moussa Touati aurait été mieux inspiré de choisir une couleur unie. Voire un nœud papillon. Une jolie façon de se distinguer.

LA VESTE OUVERTE

Berluti, la célèbre marque italienne de luxe, est formelle : un homme ne sera jamais aussi élégant et affûté que lorsque sa veste est boutonnée. Assis, la veste ouverte est tolérée pour davantage de confort. Abdelaziz Bouteflika est le seul candidat à respecter la règle. Ali Benflis et Moussa Touati refusent de se boutonner, ce que l'on peut interpréter comme un signe de rébellion face aux convenances. Un geste politique, en somme. Mention spéciale pour Abderrahim Bouteflika, le frère du président, qui porte impeccablement son costume. Bouton du bas ouvert. Juste comme il faut.

ILS SONT DE MÈCHE

Les frères Bouteflika partagent le même patronyme, la même moustache et la même mèche orientée vers la droite. L'homogénéité capillaire laisse supposer que ce trait de famille provient de la façon dont la maman coiffait ses enfants. Ali Benflis, lui, assume la rupture jusque dans la raie, qu'il porte à droite. Sa mèche est ainsi orientée vers la gauche. Quant à Louisa Hanoune, ses cheveux ramenés vers l'arrière signifient, en morphocoiffure (si, si ça existe) que la candidate n'est ni dans la séduction ni dans la répulsion. A la recherche d'une neutralité parfaite.

LOUISA RECALÉE

Décontract' et guindée. Le dynamisme du sac bandoulière est happé par le sérieux du chignon et des lunettes rectangulaires. La bonne note est attribuée au combo pantalon noir et blazer. Le vrai faux pas de Louisa Hanoune reste son haut, impossible à identifier : tee-shirt ? Tunique ? Robe ? Les trois ? Le mix acrylique, motifs zébrés et pied-de-poule, c'en est trop ! Sur l'ensemble, la silhouette est coupée au niveau de la poitrine, du bassin et des cuisses. Le corps n'est pas mis en valeur. L'éternelle candidate se rattrape sur l'accessoire avec une tentative louable : donner au bijou sa fonction décorative. Mais les couleurs ne concordent pas. Créoles argentées, collier en or. Par clémence, nous passerons sur les chaussures.

**Nous n'avons pas trouvé de photos de Abdelaziz Belaïd et de Ali Fawzi Rebaïne*

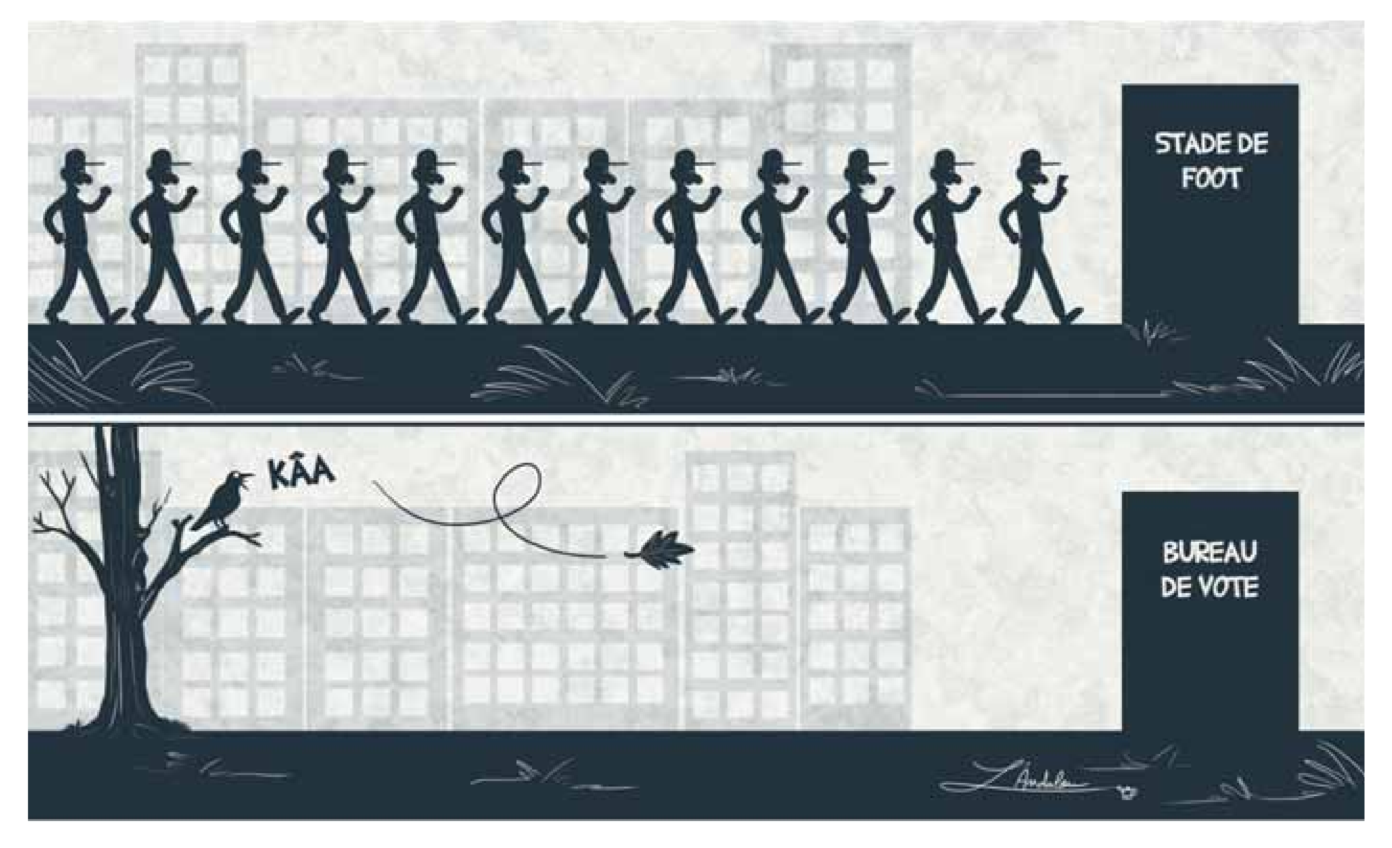



PHOTO : D. R.
L'école algérienne ne délivre aucun certificat de scolarité aux enfants de migrants

Ils sont nés en Algérie mais l'Etat les exclut du système éducatif. Leur tort : avoir des parents «sans-papiers».

Pour les enfants de migrants, l'école est un privilège

Faten Hayed
@faten_hayed

Le sac sur le dos et les crayons qui débordent des poches de sa blouse rose, Marine*, 11 ans, est accueillie comme tous les matins dans la cour de l'école par ses copines, enthousiastes à l'idée de la retrouver. Mais Marine n'est pas une petite fille comme les autres. Elle n'a pas de papier, car sa mère est une migrante venue d'Afrique de l'Ouest. Qu'elle ait accès à cette petite école privée de la banlieue Ouest est une chance. La plupart des quelque 5000 migrants –en l'absence de recensement officiel, il faut prendre ce chiffre avec prudence– que les associations recensent à Alger ne peuvent pas scolariser leurs enfants. Chantal, 34 ans, n'a jamais été à l'école. Alors pour ses deux garçons, forcément, elle rêve de cahiers et de livres. *«Mais je ne peux pas les inscrire dans une école publique, parce que je n'ai aucun papier.»* Ce que cette migrante congolaise installée à Alger ne dit pas, c'est que la direction de l'établissement dénoncera tôt ou tard ses enfants, âgés de 6 et 8 ans, à la police. Son histoire ne ressemble pas à celle de milliers de migrants. Exploitée par un réseau de prostitution ouest-africain, elle n'a pas choisi de venir en Algérie, ni de se confier à des bénévoles algériens qui, entre indifférence et mépris, lui renvoient l'image de toute une société qui n'accepte pas *«l'étranger»*, *«l'autre»*.

CHASSE À L'HOMME

«Mes deux deniers enfants sont nés ici et ils parlent plus algérien que lingala ou français, souligne Chantal. *Mon devoir est de leur donner une bonne instruction afin qu'ils puissent un jour se défendre face à la machine administrative.»* Aucun dispositif n'est mis en place pour que le migrant bénéficie d'un statut de réfugié, dans la mesure où le statut de réfugié est une forme de protection. Depuis la loi du 25 juin 2008, les sanctions pénales des délits de séjour illégal et d'entrée illégale sur l'ensemble du territoire sont durcies. *«Ce n'est pas seulement un texte, c'est une loi raciale*, s'emporte Mehdi Benbrahmi, sociologue et chercheur. *On se croirait aux Etats-unis dans les années 1920, dans une logique de véritable chasse à l'homme. Ce n'est pas protéger un pays que de violenter un migrant et empêcher ses enfants d'avoir accès à une éducation. C'est du racisme, même si ce mot choque, pourtant c'est ça, la réalité aujourd'hui.»* Malgré cela, certains migrants s'installent et fondent une famille. *«Je suis arrivé à Oran dans les années 1980. Mais je n'ai pas trouvé de travail, alors je suis parti à Alger, où j'ai rencontré ma femme. Aujourd'hui, nous sommes les parents de Marie-Héléne»*, raconte Jean-Michel. Il a tout fait pour que sa famille vive dans des conditions *«normales»*, mais regrette que sa fille, née en Algérie, n'ait pu faire des études. *«Je suis réaliste, je savais que nous ne pouvions pas l'inscrire dans une école publique, encore moins privée, car nous n'avons pas les moyens. Alors on s'est débrouillés.»*

HANDICAP

Il n'existe aucun chiffre précis des enfants de migrants nés (ou pas) en Algérie ayant l'âge d'aller à l'école, comme le garantit pourtant la loi algérienne, et pourtant exclus du système. *«C'est loin d'être une préoccupation de l'État, mais à long terme, cela posera problème. Les apatrides* (une personne qu'aucun État ne considère comme son ressortissant par application de la législation, ndlr) *sont pris au piège dans un bourbier juridique»*, affirme Kadour Chouicha, président de la Ligue Algérienne de défense des droits de l'homme à Oran. Le milieu associatif a beau essayer de récolter des dons pour scolariser les enfants, évalués à quelques centaines, le militant reconnaît que ces actions restent *«peu efficaces»*. *«La scolarisation est obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans, quels que soient leur sexe ou nationalité*, poursuit Mehdi Benbrahmi. *En Algérie, nous n'avons rien inventé, mais juste appliqué les textes administratifs légués par la colonisation. Cependant, en France ils ont évolué pour s'adapter aux changements. Quand on parle de migrants en Algérie, les gens deviennent subitement méfiants, c'est injustifiable. Encore faut-il que notre gouvernement accepte de travailler sur la construction et non la répression.»* Fabien est Camerounais et père de deux enfants, dont une petite fille de 7 ans inscrite dans une école privée.

10 000 DA PAR MOIS

«Ça me coûte à peu près 10 000 DA par mois de frais de scolarisation, sans compter le transport quotidien. Je n'ai rien à lui donner à part ça. Je n'ai pas de papiers et je ne compte pas rentrer dans mon pays d'origine, avoue-t-il tristement. *Ma fille est née à Alger et vu que j'ai décidé d'y rester, je devais aussi lui garantir une éducation. Je travaille dur pour lui assurer sa place chaque année dans cette école.»* C'est aussi le cas de Jeanine, mère d'un petit garçon de 8 ans. Elle a quitté le Cameroun en 2001. Son fils, handicapé, a eu un peu plus de chance puisqu'il a été aidé par une association. *«Le fait qu'une association s'intéresse au cas de mon fils m'a beaucoup aidée à m'intégrer. Il a appris l'arabe et le français, et a de bonnes notes»* précise-t-elle fièrement. *«Au début, je trouvais qu'apprendre l'arabe était compliqué pour mon fils. Quand j'ai compris qu'il avait la capacité de le faire, j'ai été rassurée.»* Car si la plupart des migrants sont francophones, d'autres par contre, venus du Nigéria, qui ne parlent donc ni arabe ni français, la situation est encore plus complexe. Certains parents choisissent de les inscrire dans une petite classe au sein de leur église, la barrière de la langue et la culture étant plus importante. *«L'apprentissage de la langue d'accueil par les enfants peut créer un écart entre les enfants et les parents*, explique Blandine Bruyère, psychologue clinicienne et doctorante en psychologie et psychopathologie clinique entre Alger et Lyon. *Certains enfants vont trouver une facilité à établir des liens sociaux et donc plus tard, ils pourront plus facilement s'insérer dans la société, alors que les parents restent dans une certaine nostalgie de la langue d'origine.»*

HYMNE

Une initiative du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le réseau Nada et Caritas, permet aussi d'aider l'inscription d'une cinquantaine d'enfants de tous âges au lycée Descartes (lycée privé de référence). Toutefois, ils n'ont réussi à inscrire que les demandeurs d'asile et les réfugiés, *«ceux en situation irrégulière n'ont aucune chance d'être scolarisés»*, confie une source proche de ces organismes. *«Le choix de Descartes a surtout été décidé par rapport à la langue puisque c'est le seul établissement où les cours se font en français. Et aussi, parce que la circulaire du ministère de l'Education n'autorise l'inscription que dans cet établissement pour le moment.»* Sur le terrain, le peu d'associations qui accompagnent les enfants non scolarisés manquent de subventions. Un militant associatif d'Alger, travaillant sur les questions migratoires depuis plus de dix ans, témoigne : *«Les frais de scolarisation dans le privé varient entre 10 000 et 15 000 DA le mois. Nous ne pouvons pas tous les inscrire, ni compter chaque année sur des bienfaiteurs. Il faut le dire, notre action repose essentiellement sur les dons des particuliers, parfois des ambassades.»* Au ministère de l'Education, une inspectrice hausse les épaules : *«Ces enfants n'ont pas de papiers, donc ils ne peuvent pas aller dans une école publique. Il est cruel de penser que l'avenir d'un enfant dépend d'un papier, mais dans le cas d'un apatride, c'est toute sa vie qui en dépend.»* L'hymne national retentit dans la cour de l'école, où Marine rejoint les rangs pour chanter avec ses copines. Personne ne remarque ses cheveux un peu plus crépus et son teint un peu plus foncé. Elle parle si bien algérien. Elle a de si bonnes notes. Pourtant, dans deux ans, elle n'aura probablement pas la chance d'intégrer le collège, parce que l'école ne lui délivrera aucun certificat. En tout cas le ministère de l'Education ne le reconnaîtra pas. ■

**Pour protéger les familles, les prénoms ont été changés.*

S repère

La Convention internationale des droits de l'enfant, article 28, ratifiée par l'Algérie, stipule que les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances : ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous, encouragent l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire, tant général que professionnel, les rendent ouvertes et accessibles à tout enfant, et prennent des mesures appropriées, telles que l'instauration de la gratuité de l'enseignement et l'offre d'une aide financière en cas de besoin. Ils prennent aussi des mesures pour encourager la régularité de la fréquentation scolaire et la réduction des taux d'abandon scolaire.



El Watan Week-end se fait, chaque vendredi le relais d'«Un Toit pour Chat, Un Chat pour Toi !», groupement constitué d'un petit nombre de particuliers qui recueillent, soignent, vaccinent et stérilisent autant d'animaux que leurs moyens personnels le permettent. La stérilisation constitue le point d'orgue de leur action. Les animaux sociables sont proposés à l'adoption sur leur page Facebook après un moyen séjour en famille d'accueil et les autres sont réintroduits dans leur environnement habituel et deviennent ainsi des chats libres complètement sous contrôle. «Un Toit pour Chat, Un Chat pour Toi !» n'est pas un refuge et ne fonctionne que grâce à l'aide que représente la prise en charge des animaux par des familles d'accueil temporaires. Ils encouragent tous les citoyens responsables à faire de même au niveau de leur quartier et les invitent à s'aider de la page Facebook afin de trouver des familles d'accueil/foyers à leurs protégés. Aucune participation financière ne vous sera demandée !



Coucou, moi c'est Ginger et j'ai tout juste deux mois. J'adore jouer, sautiller partout et surtout faire tout plein de câlins. Si vous voulez avoir une jolie boule de poils, contactez un Toit pour chat.
Sexe : femelle
Age : 2 mois
Vermifugée et traitée contre les puces.
Contact : untoitpourchat@gmail.com / 0774 760 301

Que voir à la télé ce soir ?

La sélection de Samir Ardjoum







La Belle et la bête. Conte

>> Ciné+ Famiz. 20h45

C'est un classique de la littérature et du cinéma français. Cocteau, alors auteur d'un seul film (*Le Sang du poète*), se lance dans cette adaptation assez libre, en insistant sur la poésie qu'une image ciné peut générer. Les trucages sont d'une telle subtilité qu'elles deviennent une mise en scène à elle seule. Un bijou.

Pepi, Luci, Bom et les autres... Comédie

>> Ciné+ Club. 22h55

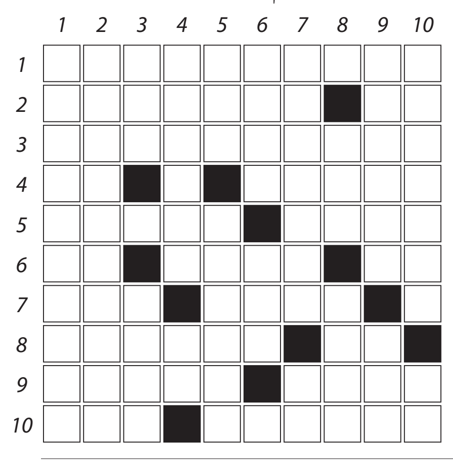
L'un des «premiers» Almodovar, encore brouillon et parfois mal fichu. Mais on sent l'humour caustique, la direction artistique hurlante de plaisir et surtout un amour pour des personnages toujours à l'arrière des voitures, alors qu'ils méritent une attention particulière.

Trafic. Comédie

>> Ciné+ Classic . 20h45

Une œuvre signée Jacques Tati, aussi maudite qu'incomprise. Un vigoureux et mordant témoignage sur les déconvenues d'une surenchère dans l'industrialisation de nos mœurs.

A vous de jouer...



HORIZONTALEMENT
1- Mettre en marche. 2- Lynx - Cale de traçage. 3- Inédites. 4- Symbole - Possédant. 5- Ils pratiquent une discipline spirituelle et corporelle - Alla en justice. 6- Stère - On ne peut l'empêcher de tomber - Précède une date. 7- Shoot - Vieux bisons. 8 Impartialité - Gros problème. 9- Trtansférée- Quartier urbain. 10- Fin de participe - Une place très recherchée.

VERTICALEMENT
1- Milieu naturel. 2- Substance qui provoque le sommeil. 3- Eclat de voix - Temps des amours. 4- Cordage - Abrégé de latin. 5- De Ben h : glace anglaise - Combustibles liquides pour les navires. 6- Jeune fille - Faisait bouillir. 7- Parc à huîtres - Personnel. 8- Ereinté - Poisson. 9- Divulgue - Position de repli. 10- Demeurant - Symbole.

solutions de la semaine précédente





Sudoku

	2	1						
	9			6		3		
				7				6
		2			1			7
1			5		6			2
8			7			5		
7				4				
		8		9			3	
						9	6	

1	5					7	3	
		9		1	5			
6					4	1		2
		4				3		
7		1	5					6
			9	3		2		
	8	5					6	4

Rifa Editions, 021 37 96 11, rifa_consulting@yahoo.fr.

El Watan Week-end

édité par la SPA "El Watan Presse" au capital social de 61 008 000 DA.
Directeur de la publication : Omar Belhouchet
Direction - Rédaction - Administration Maison de la Presse : Tahar Djaout - 1, rue Bachir Attar 16 016 Alger Place du 1er Mai

Tél. : 021 65 33 17 - 021 68 21 83 - 021 68 21 84 021 68 21 85
Fax : 021 65 33 17-021 68 21 87
Site web : http://www.elwatan.com
E-mail : weekend@elwatan.com
PAO/Photogravure : El Watan

Publicité - Abonnement : El Watan 1, rue Bachir Attar - Place du 1er Mai - Alger.
Tél : 021 67 23 54 - 021 67 17 62 -
Fax : 021 67 19 88.
R.C : N° 02B18857 Alger.
Compte CPA N° 00.400 103 400 099001178
Compte devises : CPA N° 00.400 103 457 050349084
ACOM : Agence de communication : 102 Logts, tour de Sidi Yahia, Hydra.
Tél. : 021 56 32 77 -
Tél./Fax : 021 56 10 75

Impression : ALDP - Imprimerie Centre; SIMPREC- Imprimerie Est ; ENIMPOR - Imprimerie Ouest.; ALDP - Imprimerie Sud;
Diffusion : Centre : Aldp
Tél./Fax : 021 30 89 09 - Est : Société de distribution El Khabar.
Tél. : 031 66 43 67 -
Fax : 031 66 49 35

Ouest : SPA El Watan Diffusion, 38, Bd Benzerdjeb (Oran)
Tél. : 041 41 23 62 -
Fax : 041 40 91 66 -



Les volleyeuses du GSP face au défi du CFS Carthage

Après avoir battu, sur le score net de trois sets à zéro(3-0) en 117 minutes de jeu, le club égyptien d'El Shams, les coéquipières de Fatma Zohra Bensalem (GS Pétroliers) donneront la réplique ce soir à18h15 au club tunisien du CFS Carthage en demi-finale de la 24e édition du Championnat d'Afrique des clubs champions seniors dames de volley-ball. La deuxième demi-finale mettra aux prises deux clubs kényans, à savoir le champion en titre 2013, Prison Kenya, et le Kenya Pipeline, un habitué des compétitions continentales. Le coup d'envoi de cette partie sera donné à 15h. ***N. M.***


PHOTO : D. R.

Des nouveautés pour le semi-marathon de Béjaïa


PHOTO : D. R.
La ville de la Soummam au rythme du semi-marathon

Les préparatifs de la 9e édition du semi-marathon de la ville de Béjaïa, qui aura lieu le 2 mai prochain, vont bon train. Lors d'une conférence de presse tenue avant-hier, les responsables du club de l'Athletic Méditerranéen Club (AMC) de Béjaïa ont annoncé beaucoup de nouveautés à l'occasion de cette 9e édition, qui sera dédiée à la mémoire de l'ex-DJS de Béjaïa, Salem Benathmane, décédé l'année dernière. En effet, l'édition 2014 verra la participation d'athlètes de plusieurs pays ayant donné leur OK, dont l'Ethiopie, la Tunisie, le Maroc, l'Afrique du Sud et le Portugal. Les organisateurs attendent la confirmation d'autres pays, à savoir l'Italie, la Tanzanie et la Libye. Au total, il y aura la présence de 18 athlètes étrangers, dont 12 hommes et 6 femmes, a déclaré le président du club organisateur, Fateh Haddad. Au programme, il y aura trois courses : le semi-marathon (21,10 km), la course populaire (7 km) et celle destinée aux enfants (7 km). Côté participation algérienne, on annonce les noms de Souad Aït Salem et Berkahoum Drissi. Le semi-marathon de la ville de Béjaïa prend de l'ampleur au fil des années, surtout après avoir intégré l'Association of International Marathons and Distance Race (AIMS). Cette reconnaissance est l'une des grandes satisfactions des responsables de l'AMCB. *«Après avoir organisé ce semi-marathon à huit reprises, voilà que nous commençons à récolter le fruit de nos efforts, vu que celui-ci a été classé officiellement par l'AIMS. Nous sommes conscients que ce sera encore plus difficile à l'avenir pour maintenir notre traditionnelle épreuve dans le haut niveau à cause des difficultés financières»*, ajoute Haddad. Sur un autre volet, la 9e édition verra l'intégration de la technique mineure allure qui permet de régler le rythme de la course. En marge de la course, un séminaire est prévu jeudi prochain, où plusieurs thèmes seront abordés par des spécialistes étrangers. Les présents auront droit à une visite touristique au niveau de certains sites historiques connus dans la capitale des Hammadites. A noter que les vainqueurs chez les hommes et chez les femmes seront récompensés de 30 millions de centimes. ***L. H.***

Les Championnats nationaux d'escrime jeunes les 1er, 2 et 3 mai

Les Championnats d'Algérie d'escrime 2014 des catégories minimes et cadettes (par équipes et individuel) se tiendront à la salle OMS d'El Biar les 1er, 2 et 3 mai prochain. Cette compétition qui réuniera les meilleurs tireurs et tireuses sera marquée par l'absence de la jeune internationale Nour El Houda Haddaoui, en convalescence. Elle ne sera pas non plus au rendez-vous des 2es Jeux africains de la jeunesse, prévus du 22 au 31 mai 2014 à Gaborone *«Au nom de la Fédération algérienne d'escrime, j'exprime mon soutien total à la championne Nour El Houda Haddaoui, sociétaire de l'ASCH Oran qui est actuellement malade»*, assure le président de la FAE, Raouf Bernaoui. En l'absence de Haddaoui, la jeune élite qui prépare les échéances internationales, défendra les premières places. Salim Heroui, Abik Bounegab, Sarah Atroun et Akram Bounabi sont les grands favoris dans leurs épreuves respectives. ***C. B.***


PHOTO : B. SOUHIL
Makhloufi avec Jama

Makhloufi rompt avec l'entraîneur Jama Adem

Le champion olympique du 1500 m aux JO de Londres 2012, Taoufik Makhloufi, qui se trouve actuellement en stage de préparation sur les hauteurs du Kenya, a décidé de quitter son entraîneur le Somalien Jama Adem. Makhloufi, qui avait intégré, en janvier 2012, le groupe d'athlètes dirigé par Jama, a rompu avec ce dernier à l'amiable *«Il n'y a aucun problème entre nous. J'ai juste voulu évoluer avec d'autres entraîneurs. Je n'oublierai jamais que j'ai connu la gloire en décrochant la médaille d'or aux Jeux olympiques de 2012. J'ajoute que durant deux années, ma collaboration avec Jama s'est déroulée dans un excellent esprit sportif»*, explique Taoufik Makhloufi. Concernant son futur coach, l'Algérien Makhloufi nous a confié : *«Mon prochain entraîneur sera connu dans les jours à venir. Pour le moment, je poursuis ma préparation le plus normalement du monde.»* Après la rupture officielle avec le coach Jama, Taoufik Makhloufi a aussi mis fin au contrat qui le liait depuis deux années avec son manager, le Suédois Ulf Salleti. Comme on l'avait annoncé il y a quelques jours, Makhloufi, qui prépare le Championnat d'Afrique d'athlétisme de Marrakech (10-14 août 2014), a rejoint le camp d'entraînement d'Eldoret (Kenya) sans la présence d'Adem Jama. Au Kenya, le coureur du GS Pétroliers s'entraîne avec le groupe de coureurs, à sa tête l'Anglais Mohamed Farah, double champion olympique 2012 (5000 m et 10 000 m). La préparation commune effectuée avec la star mondiale Mohamed Farah ne signifie nullement que Taoufk Makhloufi va opter pour l'entraîneur américain Alberto Salazar. Par ailleurs, la participation de Makhloufi au meeting de Doha (9 mai) n'est pas encore confirmée. ***Chafik B.***

Le WAT de volley-ball à une longueur de l'accession

L'équipe tlemcénienne, logée à la 1re place du classement général de la division 1 «B» seniors hommes, affrontera, aujourd'hui à 18h, à l'OPOW Akid Lotfi de Tlemcen, le NC Béjaïa pour le compte de l'accession en division 1 «A». Le président de la section volley-ball du WAT, Merad Boudia Abdellatif, nous dira : *«Nous avons travaillé dur cette saison et nous pensons passer ce cap de l'accession. Ceci nous permettra d'atteindre nos objectifs, à savoir la formation de joueurs de haut niveau et rehausser le volley-ball tlemcénien.»* ***S. R. O.***

Bruits de balles de tennis au TC Mansourah

Les qualifications de la 8e édition du tournoi international juniors, organisé par la Ligue de tennis de Tlemcen (LTT), débuteront demain au TC Mansourah (TCM). Repris au grade 5 du calendrier international, ce tournoi se jouera en simple et en double (garçons et filles), du 26 avril au 3 mai, sous la direction de Mohamed Bessaâd. La Fédération internationale de tennis (ITF) a confié la supervision, en qualité de juge-arbitre des deux formules de jeu au programme, à l'arbitre international algérien Hakim Fateh. Le tirage au sort des qualifications, qui auront lieu demain et dimanche, est prévu cet après-midi au TCM. Le tableau final se déroulera du 28 avril au 3 mai. Plusieurs pays étrangers sont annoncés par les organisateurs, dont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, l'Italie, la Russie, la Serbie... Dans le tableau final du simple garçons, sauf changement de dernière minute, la tête de série n°2 reviendra à l'un de nos meilleurs espoirs dans cette tranche d'âge, Mohamed Nazim Makhlouf, actuellement 600e. Un joueur dont nos lecteurs ont pris connaissance dans l'édition du 14 avril dernier. Makhlouf sera la meilleure chance algérienne dans ce tournoi ITF juniors. En effet, chez les filles, l'épreuve ne devrait pas échapper à la Néerlandaise Lexie Stevens, 493e mondiale. Notre meilleure classée, Yassamine Boudjadi, est 821e. ***L. O. B.***

Les nationaux de karaté kumité débutent aujourd'hui

La Fédération algérienne de karaté (FAK) organise aujourd'hui et demain, au Palais des sports d'Oran, les championnats d'Algérie de kumité (individuel), juniors et espoirs (garçons et filles). Le championnat d'Algérie du kumité (par équipes) concernant les juniors et espoirs est programmé à la mi-mai et ils auront lieu à la salle Harcha (Alger). ***A. C.***

Le Qatar examine avec la FIFA une réduction du nombre de stades

Le Qatar examine avec la Fédération internationale de Football (FIFA) une réduction du nombre de stades devant accueillir le Mondial 2022, qui était de 12, afin qu'il soit proportionnel à la «taille du pays», a annoncé hier le comité d'organisation. «La FIFA a décidé, avec le comité d'organisation du Qatar, d'examiner la réduction du nombre de stades, qui avait été fixé à 12 dans le dossier de candidature, de manière à ce qu'il soit proportionnel à la taille de notre pays et de manière à assurer un bon déroulement des 64 rencontres de la phase finale de la Coupe du monde», a indiqué le comité d'organisation dans un communiqué.



Benzema et le Real poignardent le Bayern



PHOTOS : D. R.

Karim Benzena, le héros du Real

Un précieux but de Karim Benzema et une défense de fer ont permis au Real Madrid de sortir vainqueur du choc des titans mercredi l'opposant au Bayern Munich (1-0) en demi-finale aller de Ligue des champions et de prendre une option sur la finale. Dominateur mais impuissant au stade Bernabeu, le Bayern va devoir se montrer plus efficace au retour mardi prochain s'il veut espérer défendre son titre à Lisbonne en mai. Et il devra trouver une faille à ce Real hyper-réaliste, qui, une semaine après avoir battu le Barça en Coupe du roi grâce à sa solidité et à sa rapidité en contre, a appliqué la même recette face au Bayern du Catalan Pep Guardiola. Les Allemands ont eu la possession et les Espagnols les meilleures occasions. D'entrée, Madrid a été pris à la gorge par le champion d'Allemagne 2014, qui pressait très fortement et récupérait le ballon très haut. Mais insuffisamment toutefois pour s'approcher du but d'Iker Casillas, à part sur un tir en pivot non cadré d'Arjen Robben (14') et une volée de Toni Kroos contrée (18'). C'est d'ailleurs sur ce ballon récupéré que le Real a poignardé son adversaire dans le dos : Cristiano Ronaldo, de retour après trois semaines de blessure, a lancé magnifiquement le latéral gauche Fabio Coentrao qui a centré pour Benzema, à la finition d'un plat du pied (19'). Il n'en fallait pas plus à Benzema, muet au cours de ses sept précédents matches, pour reprendre confiance et étinceler devant un Bernabeu conquis. Quant au Bayern, un peu moins dominateur au fil des minutes, il a continué à pousser mais de manière brouillonne Même l'entrée de Thomas Müller et Mario Götze n'a pu inverser le cours des choses. Le premier a expédié une frappe brûlante au ras du poteau (81') et le second, seul au point de penalty, a trouvé sur sa route un épatant Casillas (85'). Pep Guardiola était invaincu en sept visites au Bernabeu avec le Barça ? Cette série s'est arrêtée mercredi. Le Real n'est plus allé en finale de C1 depuis 2002 ? Cette autre série pourrait s'arrêter la semaine prochaine, sans un sursaut du Bayern. ***AFP***

La JSK, les pieds à l'Arbaâ, la tête à Blida



Après plus d'un mois de trêve imposée pour diverses raisons, le championnat national reprendra son droit de cité cet après-midi avec deux matches avancés au programme qui mettront aux prises le CABBA au MCA et le RCA à la JSK. Deux rencontres au cours desquelles les visiteurs auront la tête pour Blida et le 1er mai, date de la finale. C'est le cas notamment pour la JSK. Mais la bande à Aït Djoudi n'aura pas totalement l'esprit à cette finale puisqu'elle joue aussi sur un autre tableau, celui de conserver la seconde place synonyme de qualification à la Ligue des champions (LDC). C'est le grand dilemme pour Aït Djoudi : «*Ne pas perdre à l'Arbaâ et arriver "sain et sauf" à Blida.*» En effet Aït Djoudi, qui doit pour cette rencontre se passer des services de Remache, Si Salem, éventuellement Asselah, ne voudrait pas voir «*son équipe décimée par cette rencontre avec d'autres blessés qui s'ajouteront à la liste de l'infirmerie*», mais aussi se donner à fond pour garder cette seconde place. «*J'espère que nous allons réussir un bon coup à l'Arbaâ, mais aussi revenir sans bobos face à une équipe qui n'aimerait pas décevoir ses fans pour ses retrouvailles avec leur stade communal, dont ils en sont privés depuis deux années*», nous dira Aït Djoudi. En fait pour lui il aurait tant aimé «*assurer cette seconde place depuis longtemps pour avoir l'esprit libre*». Pour conclure, il ne manquera pas de déclarer : «A l'Arbaâ ou à Blida, nous avons un standing à défendre et nous le ferons.» Par ailleurs, de l'aveu même de Abdelkader Bouazghi, le wali de Tizi-Ouzou, nous avons appris que les fans de la JSK des wilayas de Bouira et de Béjaïa auront aussi leur quota de billets gratuits pour la finale, le 1er mai. Ils seront disponibles, selon lui, au niveau des DJSL de ces wilayas, à charge pour ces dernières de s'organiser pour les distribuer. Il est à rappeler qu'à l'initiative du wali de Tizi Ouzou, les fans de la JSK de la wilaya de Tizi Ouzou bénéficieront de la gratuité des billets, du transport en aller-retour Tizi Ouzou-Blida ainsi que de la couverture en assurance. Cette gratuité est le fruit de la contribution des opérateurs économiques de la wilaya de Tizi Ouzou et des autres régions du pays fans de la JSK qui ont décidé sur sollicitation personnelle du wali de soutenir les supporters et les joueurs pour les encourager et les mettre dans les meilleures conditions pour cette finale qui se jouera le 1er mai à 16h30 au stade Tchaker de Blida. ***Mohamed Rachid***

6 Le MCA, dès lundi, à Blida

Après le match contre le CABBA, prévu cet après-midi, l'équipe du Mouloudia d'Alger prendra ses quartiers dès lundi dans un hôtel à Blida, en vue de préparer la finale de la Coupe d'Algérie face à la JSK. Ce regroupement de deux jours sera consacré à la concentration totale des coéquipiers de Hachoud. L'entraîneur Bouali, qui est sous la pression, effectuera les ultimes réglages sur la pelouse du stade Tchaker. ***A. C.***

LIGUE 1
Programme de la 25e journée

Aujourd'hui		
RCA	15h00	JSK
MCA	16h00	CABBA
Demain		
MCO	15h00	MCEE
JSMB	15h00	JSS
CRB	15h00	CSC
CRBAF	15h00 h-c	USMA
ASO	17h45	USMH
ESS	18h00	MOB

LIGUE 1
Classement avant la 25e journée

		Pts	J	Diff
1	USMA	54	24	+19
2	JSK	43	24	+14
3	ESS	43	24	+11
4	MCEE	38	24	+8
5	MCA	38	24	+3
6	CSC	38	24	+1
7	USMH	37	24	+7
8	RCA	35	24	0
9	ASO	34	24	+6
10	JSS	33	24	-1
11	MOB	27	24	-6
12	CRB	24	24	-8
13	MCO	24	24	-9
14	CRBAF	20	24	-12
15	CABBA	20	24	-15
16	JSMB	19	24	-18

LIGUE 2
Programme de la 25e journée

Aujourd'hui		
NAHD	15h00	MCS
USMAn	15h00	CAB
ABS	15h00	ASMO
ESM	15h00	OM
MSPB	15h00	USMMH
WAT	15h00	USMB
ASK	15h00	USMBA
ABM	15h00	USC

DN Amateurs - Est
Programme de la 25e journée

Aujourd'hui		
DRBT	15h00	NCM
HAMRA	15h00	HBCL
UST	15h00	NRBT
USFBBA	15h00	USMK
ESG	15h00	WARD
USMAB	15h00	MOC
EC	15h00	USB
ASAM	15h00	JSMS

DN Amateurs - Centre
Programme de la 25e journée

Demain		
MCM	13h00	JSHD
PAC	15h00	ESB
IBL	15h00	ESMK
USOA	15h00	NARBR
WAB	15h00	ESG
USMC	15h00	RCK
WRM	15h00	IBKEK
CRBDB	15h00 h-c	JSMC

DN Amateurs - Ouest
Programme de la 25e journée

Aujourd'hui		
CRBS	15h00	MBH
Demain		
USR	15h00	ESA
OMA	15h00	IRBM
IST	15h00	RCR
WAM	15h00	JSMT
CRBBB	15h00	SAM
GCM	15h00	RCBOR
CCS	15h00	CRT



Président de la LFP

> La saison prochaine, si les nouveaux contrats ne prennent pas en compte la nouvelle grille, je refuserai de les homologuer.

PHOTOS : EL WATAN WEEK-END

Les championnats des Ligues 1 et 2 Mobilis reprennent leurs droits ce week-end. L'occasion pour le président de la Ligue de football professionnel, Mahfoud Kerbadj, de faire le point sur cette fin de saison.

« Que le championnat se termine dans les meilleures conditions»

farouk bouamama
@farouk

Les championnats des Ligues 1 e 2 Mobilis reprennent leurs droits ce week-end. Comment s'annonce cette reprise ?

Il faut savoir que si le championnat a été à l'arrêt pour une période de plus d'un mois, c'est pour des raisons objectives, à savoir l'organisation des élections présidentielles. Le championnat reprend donc ce week-end pour boucler les six dernières journées de la Ligue 1 et les cinq autres de la Ligue 2. Par ailleurs, il faut savoir que la FIFA avait obligé, notamment les pays qualifiés pour la Coupe du monde, de terminer leur championnat au plus tard le 17 mai prochain. Mais en raison de la situation exceptionnelle chez nous, on a saisi la structure du football mondial par le biais de la Fédération afin qu'elle nous accorde un autre délai. On a bénéficié d'une semaine supplémentaire pour boucler la saison, à la seule condition que les joueurs qui seront sélectionnés pour le Mondial ne jouent pas les deux dernières journées avec leurs équipes respectives.

La violence dans les stades a refait surface juste avant la trêve. Est-ce qu'il y a une stratégie pour contenir ce phénomène avec les matches qui restent, surtout qu'il y a des enjeux?

J'ai toujours condamné la violence avec force et vigueur. Ce phénomène n'est pas propre à cette discipline. Malheureusement dans le football, le supporter trouve un champ pour exprimer sa colère. Il faut absolument combattre ce phénomène et l'éradiquer par tous les moyens. La Ligue et la Fédération ne peuvent rien faire à elles seules. Il faut la mobilisation de tous, y compris celle ses clubs et leurs comités des supporters. Nous avons toujours pris les sanctions conformément à la loi. On ne peut pas faire autrement. D'un autre côté, je prends un peu la défense des clubs. Car si sur le plan réglementaire, on dit que les clubs sont responsables de l'organisation du match, avant et après et en dehors du terrain, la réalité est toute autre surtout que les clubs ne gèrent pas les stades. Ils ont une part de la responsabilité, mais ils ne sont pas seuls responsables. Je tiens à saluer les efforts déployés par les services d'ordre, qui ont eux aussi leur lot de blessés après chaque violence. C'est grâce à eux que ce phénomène a diminué. Il faut avouer donc qu'à l'exception de Hadjout, le cas de Aïn Fakroun et dernièrement Blida, il y a moins de violence que par le passé.

On sait depuis quelque temps que le président de la Commission d'arbitrage, Belaïd Lacarne, a été déchargé de la désignation des referees. Y a-t-il moins de contestations, depuis, de la part des clubs ?

Il y a moins de contestations, mais il y en a toujours des protestations. Belaïd Lacarne, que je salue au passage, ne s'occupe plus de la désignation, mais il reste toujours responsable de la structure de formation des arbitres. Il a été un grand arbitre et une personnalité qui a beaucoup fait pour l'arbitrage et il continue à le faire à ce jour. Tous les arbitres qui officient aujourd'hui, même dans les divisions inférieures, ont été formés par la CFA. Je suis aussi bien placé pour dire que Lacarne a fait un grand travail. Pour ce qui de la désignation, je considère qu'en formant bien les arbitres, on pourra se passer de la désignation.

La reprise du championnat aura lieu le 15 août prochain. Ne pensez-vous pas que c'est un peu tôt, alors les grandes chaleurs de l'été sont toujours là ?

L'actuel championnat prendra fin au mois de mai. De ce fait, on a estimé que deux mois et demi de congé étaient suffisants pour les joueurs. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que l'année prochaine, il y aura la Coupe d'Afrique des nations au Maroc. Si on a fixé le coup d'envoi du championnat au 15 août prochain, c'est aussi pour permettre aux joueurs qui seront sélectionnés en équipe nationale d'accumuler un peu de temps de jeu, surtout qu'au mois de septembre prochain, il y aura deux matches des éliminatoires de la CAN-2015.

Quels sont, selon vous, les aspects qu'il faudra absolument améliorer dans la gestion du championnat de la saison prochaine ?

Il faut tout d'abord songer à améliorer la gestion des clubs. J'ai été président et je sais ce que je dis. A l'exception de deux ou trois formations, il n'y a pas de clubs structurés. Il faut commencer à s'organiser. Il y a un cahier des charges, il faut l'appliquer. Quand on dit qu'il faut présenter les bilans, il faut le faire. Je lance, par ailleurs, un appel aux autorités qui gèrent les enceintes sportives afin qu'elles les améliorent et les adaptent aux normes internationales. A l'exception du stade Tchaker, entre parenthèses, les autres structures ne répondent plus aux règles internationales. Il faut aussi changer les mentalités et oublier l'esprit de «championnite» afin de revenir à la vocation première, qui est la compétition loyale. Il faut bien l'avouer, un championnat qui n'arrive pas à donner à la fin de la saison deux, trois aux cinq joueurs à l'équipe nationale, pour moi, ce n'est pas un championnat.

Vous confirmez que la saison prochaine, les clubs devront avoir sept joueurs issus de leurs écoles de formation ?

Nous allons adopter cette mesure incessamment au bureau fédéral. On veut par cette règle forcer les clubs à former plus. Ça fait mal au cœur de voir des clubs évoluant en Ligue 1, ne disposer d'aucun joueur formé dans le club. Même si l'idée a vu le jour l'année dernière, il y a des clubs qui n'ont pas, à ce jour, lancé des jeunes. Par contre, d'autres ont fait des efforts dans ce sens, à l'instar de l'ASO que je tiens à féliciter. Cette année, cette formation a intégré une bonne partie de l'équipe espoir et l'équipe fanion occupe une place honorable. Il y a aussi l'exemple de l'USMA, la JSK avec deux talentueux joueurs issus de l'équipe réserve. Un jeune buteur est en train de se distinguer avec le MCO. On a évoqué le nombre sept joueurs, mais on peut le faire avec cinq ou quatre joueurs. Commençons par cinq, par quatre... L'essentiel, c'est de commencer à mettre de jeunes joueurs dans le bain.

En plus de votre statut de président de la LFP, vous êtes également responsable de la DNCG. Pensez-vous qu'avec le plafonnement des salaires, cette structure aura un rôle plus important à jouer à l'avenir dans le contrôle et la gestion financière des clubs ?

Il faut savoir que l'idée du plafonnement des salaires est une revendication des présidents de club. Il y a aussi une proposition de grille des salaires qui a été adoptée par l'ensemble de ces mêmes dirigeants. Aussi, la saison prochaine, si les contrats ne prennent pas en compte la nouvelle grille, je refuserai de les homologuer. Pour les contrats en cours, on n'y touche pas parce que les clubs doivent respecter les engagements signés avec les joueurs. Pour ce qui est de la Direction nationale de contrôle de gestion (DNCG), il faut savoir que les clubs vivent au-dessus de leurs moyens. A la fin de la saison, on se retrouve avec un nombre important de dossiers de joueurs qui n'ont pas été payés. Un jour ou l'autre, on arrivera à ce qu'un club qui a n'a pas d'équilibre dans sa gestion financière ne pourra plus recruter. Si malgré cela, il n'arrivera pas à réduire ses charges, il sera relégué comme cela se passe ailleurs. C'est bien quand les clubs veulent être professionnels, mais ils doivent aussi se comporter comme tels. II faut savoir qu'à ce jour, il y a des clubs qui n'ont pas établi leur bilan. Je n'accuse personne, mais il se trouve qu'ils ne maîtrisent tout simplement pas la gestion.

Quels sont aujourd'hui vos rapports avec les présidents de club ?

Je peux vous assurer que les relations sont excellentes avec l'ensemble des présidents des 32 clubs. Que ce soit avec les présidents, les dirigeants ou les présidents de ligue, elles sont très bonnes.

Donc, on peut s'attendre à ce que vous restiez à la tête de LFP pour la saison prochaine...

Ça fait 21 ans que je suis le directeur de l'imprimerie officielle avec en plus de mes responsabilités au niveau de la LFP, j'ai senti une certaine fatigue. Et j'avais dit que j'avais du mal à allier les deux fonctions. Toutefois, je reste toujours un grand passionné du football. On va d'abord terminer la saison, après on verra bien comment vont évoluer les choses.

Mais il y a des possibilités pour que vous restiez à la Ligue...

Inch Allah. Je saisis cette occasion pour espérer que le championnat se termine dans les meilleures conditions et dans le fair-play. Nous devons prendre exemple sur le football européen. Ils rivalisent sans merci sur le terrain, mais à la fin, ils se saluent et se respectent. Le football algérien doit méditer ces vertus. Je n'oublierai pas de souhaiter également bonne chance et plein succès à notre équipe en Coupe du monde.



mahfoud kerbadj

Né le 3 juin 1953 à Jijel et licencié en droit, Mahfoud Kerbadj a notamment été directeur de la Société d'impression d'Alger avant d'être nommé, en 1993, DG de l'imprimerie officielle. Il occupe ce poste à ce jour. Le 29 juin 2008, Kerbadj est propulsé à la tête du CRB. Le 3 juin 2011, il devient président de la Ligue de football professionnel.

El Watan sport
25 avril 2014



PHOTO : D. R.

Dernier test pour le MCA et la JSK avant la finale de la Coupe d'Algérie

Championnats de Ligue 1 et 2

Vivement la reprise !

Après un mois de trêve observée par les différentes compétitions nationales à cause de la présidentielle, les championnats de Ligue 1 et 2 reprendront leurs droits ce week-end avec le déroulement de la 25e journée, aujourd'hui et demain.

Lhacène Hamai
@elwatan_weekend

Ainsi donc, après avoir profité pour recharger leurs batteries, les clubs amorcent la dernière ligne droite pour tenter de réaliser leurs objectifs. En effet, pour le championnat de Ligue 1, deux matches sont au programme cet après-midi, qui concerne les deux finalistes de la coupe d'Algérie. La première rencontre opposera le RC Arbaâ face à JS Kabylie. Il sera une aubaine pour les Canaris afin de se motiver davantage pour la finale puisque le coach Aït Djoudi vise un bon résultat. La tâche ne sera pas facile devant une équipe du RCA qui n'aura pas droit à l'erreur sur son terrain pour améliorer son classement et se mettre définitivement à l'abri d'une mauvaise surprise. De leur côté, les Algérois du MCA auront l'occasion de se racheter après leur dernière défaite concédée lors de la précédente journée face à la JS Kabylie, et ce, à l'occasion de la réception de la formation du CA Bordj Bou Arréridj qui traverse une période difficile et se trouve condamnée à réagir afin d'éviter le purgatoire. Le moindre faux pas risque de compliquer davantage la tâche aux criquets qui espérent se maintenir en Ligue 1. En championnat de Ligue 2, le suspense est là, en ce qui concerne l'accession. Cette 26e journée qui aura lieu aujourd'hui s'annonce décisive avec des rencontres intéressantes. A commencer par le déplacement du leader l'USM Bel Abbès chez l'AS Khroub dans un match qui s'annonce difficile pour les deux équipes, notamment les locaux qui n'ont pas droit à l'erreur s'ils veulent éviter le maintien, alors que les gars de Bel Abbès doivent éviter la défaite pour maintenir leur première place. Les Asémistes de l'ASM Oran se rendront chez l'A Bou Saâda dans un match où les Oranais doivent s'imposer pour augmenter encore davantage leurs chances à l'accession. Même cas pour les Sang et Or du NA Hussein Dey qui auront l'avantage de jouer chez eux face au MC Saïda et doivent s'imposer pour rester sur le podium. En bas du tableau, un match choc opposera l'USM Annaba et le CA Batna puisque les deux formations sont condamnées à réagir pour éviter le purgatoire. Dans les autres rencontres, le WA Tlemcen recevra l'USM Blida, alors que l'US Chaouia se déplacera à l'AB Merouana. L'O Médéa se rendra à Mostaganem et enfin, l'USMM Hadjout affrontera le MSP Batna. ■